



Biographies des Participants

Conférence Régionale Africaine sur le Droit d'Accès à l'Information

*Accra, Ghana
7-9 février, 2010*

Samuel O. Ablakwa

Gbenga Adefaye

Estelle Akofio-Sowah

Actuellement le chef de pays de Google Ghana, Estelle Akofio-Sowah est une personne très motivée, engagée dans le développement social et économique du Ghana. Elle est anciennement la directrice générale du BusyInternet, le startup d'internet très prospère en Afrique, où elle a lancé un FAI qui s'est prolongé être nommé le FAI de l'année 2008. La Banque Mondiale lui a décernée une bourse pour les petites entreprises et elle a récolté les finances nécessaires pour ouvrir deux cafés internet supplémentaires, qui servent d'une moyenne de 1000 clients par jour. En 2008, Estelle a été décerné Top African ICT Business Woman par le ForgeAhead African ICT Achievers programme de bourses en Afrique du Sud. Une 2008 Fellow du West African Leadership Initiative (Aspen, Colorado), Estelle est titulaire d'une licence en économie et en études du développement de l'University of Sussex. Son autre expérience de travail comprend être la gestionnaire des conférence et des banquets à La-Palm Royal Beach Hotel (le seul hôtel de 5 étoiles en Ghana) et gestionnaire de projet du Programme national de réduction de la pauvreté au ProNet (l'ONG partenaire locale de WaterAid UK). De son expérience de douze années de travail au Ghana, Estelle a une vaste connaissance des conditions locales, de la politique, de la dynamique sociale et de la communauté des technologies de l'information et de la communication.

Anthony Akoto Ampaw

Joseph Allan

Elizabeth Alpha-Lavalie

Chris Anderson*

Chris Anderson a été nommé Directeur, Affaires d'Entreprise et Externes Afrique, pour Newmont en juillet 2005; il était précédemment Responsable de Groupe, Responsabilités Sociales, à Newmont Mining

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Corporation à Denver, aux Etats-Unis. Avant d'intégrer Newmont, Dr. Anderson était Directeur General Exécutif, Affaires Publiques, pour Normandy Mining Limited, la plus grande compagnie aurifère d'Australie. Il a été Président Directeur Général du Musée d'Australie du Sud de 1993 à 1998 et avait précédemment enseigné l'anthropologie à l'Université de Californie à Los Angeles, à l'Université de Queensland et à l'Université d'Adélaïde. Il a aussi travaillé en tant que consultant privé pour des organisations de populations indigènes et pour des organisations gouvernementales et privées en Australie, aux Etats-Unis, au Japon et en Europe. Dr Anderson est spécialiste des relations communautaires, de l'engagement des parties prenantes, de la gestion des acteurs, et de la consultation interculturelle. Diplômé de l'Université de Queensland en Australie, Dr Anderson a obtenu un Bachelor of Arts (avec mention) et un Doctorat (PhD) en anthropologie. Il a également un diplôme en Psychologie Organisationnelle de l'Université de Queensland. Dr Anderson a écrit et édité plus de 40 publications, documentaires télévisés et a été conservateur pour d'importantes expositions d'art Indigène. Il a reçu la Récompense Australienne des Droits de l'Homme pour la Presse Ecrite (Australian Human Rights Award for Print Media) et a été co-lauréat Anisfield-Wolf Book Award pour les Relations Interraciales aux Etats-Unis. Il a également été Chercheur Etranger Invité pour le Bassin du Pacifique à UCLA. Il est l'ancien Directeur du Groupe de Travail sur les Questions des Peuples Indigènes du Conseil International des Mines et des Métaux.

Amare Aregawi

Amare Aregawi est le président de Transparency Ethiopia et le président de Nile Media Network. Il a fait ses études secondaires en Ethiopie, et a ensuite passé trois ans en Angleterre. Il était membre de la lutte armée depuis 12 ans, en particulier dans les journaux et la radio. Après la chute de l'ancien gouvernement, il est devenu le directeur général de Ethiopian Television et Ethiopian Newsagency de 1991-1996. Il est directeur général et rédacteur en chef de sa propre entreprise de médias, le Media and Communication Center, qu'il a commencé en 1996 et qui publie le journal « The Reporter » et ethiopianreporter.com en anglais et en amharique. Il y a six ans, il a établi la liberté de la presse qu'il dirige encore. Actuellement, il travaille dur pour créer une école de communication et il est marié avec trois enfants.

Kojo Asante

Abraham Azubuike

Abraham Azubuike est bibliothécaire en chef et chef de la gestion de l'information et services de la commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), à Addis-Abeba en Ethiopie. Il a travaillé pour l'ONU/CEA depuis 1998, d'abord comme consultant entre 1998 et 2000, et depuis 2001 à plein temps. De 1991 à 1997, il était bibliographe en chef de la bibliothèque du Centre International de Vienne (VIC). Avant cela, il a été bibliothécaire en chef à l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA) à Ibadan, Nigeria. Il est le coresponsable du programme Accès au réseau d'information - Afrique (ATINA), ainsi que le Conférence international sur les bibliothèques numériques et archives africaines (ICADLA). Il a aussi organisé plusieurs conférences autour de l'accès à l'information pour le développement et la démocratie. Ces conférences étaient soutenues par l'ONU/CEA. Il a publié plusieurs ouvrages au sujet de l'accès à l'information pour le développement et la démocratie ; il en a aussi fait des lectures. Il a une maîtrise en gestion de l'Open University à Milton Keynes, Royaume-Uni, une maîtrise de bibliothéconomie de l'Université de Ibadan, à Ibadan, au Nigeria, et une diplôme d'études supérieures spécialisées (mention bien) de l'Université du Bénin, Bénin City, Nigeria.

Amadou Mahtar Ba*

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Amadou Mahtar Ba est Directeur Exécutif de l'Initiative des Médias en Afrique (AMI), un programme décennal visant à changer profondément le paysage médiatique du continent à travers l'amélioration de la liberté de la presse, le renforcement des normes professionnelles, et l'augmentation des investissements publics et privés dans les médias. M. Ba est également co-fondateur et Président de l'organisation AllAfrica Global Media, une organisation qui est propriétaire et qui gère le site Internet: <http://allafrica.com>. AllAfrica Global Media est un fournisseur de services multimédia, un développeur de systèmes de technologie, et le plus grand distributeur d'information sur l'Afrique du monde. Avant de fonder AllAfrica, M. Ba a été Directeur de la Communication et du Marketing de BICIS Bank, une filiale du groupe bancaire français BNP Paribas, de 1996 à 2000. De 1993 à 1996, M. Ba a mené la restructuration réussie et la privatisation de l'Agence de Presse Panafricaine (PANA). M. Ba est membre du Conseil Mondial pour l'Avenir du Journalisme au sein du Forum Economique Mondial, où il représente le continent africain. Il est également membre du Comité Consultatif de Knight International Journalism Fellowship, une bourse d'études en journalisme administrée par le Centre International pour les Journalistes. M. Ba a fait ses études au Sénégal, en France et en Espagne, et parle couramment 5 langues. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Ecole Française des Professionnels de la Communication à Paris.

Gabriel Baglo

Gabriel Baglo est Directeur des projets en Afrique pour la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) et Directeur Exécutif de la Fédération Africaine des Journalistes (FAJ) Baglo a travaillé comme coordinateur du programme de la Médias pour la Démocratie (2000-2003) organisé en collaboration avec l'IFJ, l'Association des Journalistes de l'Afrique Ouest et la Commission Européenne. Le projet a été fait pour rendre le soutien au média régional en Afrique. En 1990 il a commencé de travailler comme journaliste pour la télévision publique au Togo et aussi pour le journal indépendant « Crocodile Newspaper ». Il a assumé la position de Secrétaire Générale de l'Union Indépendant des Journalistes du Togo qu'il a tenue entre 1997 et 2000. Avec cette union il a aussi servi comme membre de la commission dirigeant pendant des mêmes années. Il a été nommé en 2003 comme le directeur des projets en Afrique pour le FIJ, il a été au premier plan des efforts de trouver les solutions aux problèmes qui ont les effets sur la profession journaliste en Afrique puis d'aborder les questions des violations de la liberté de la presse, l'accès à l'information publique, les reformes du droit en concernant le média et le développement du média . Monsieur Baglo est un membre de la commission dirigeant du Centre Africain pour la Libre Access à l'Information Publique et aussi membre de la commission dirigeant pour l'Assemblée Globale pour le Développement du Media. Le bureau des opérations africaines et le Secrétariat de la FIJ est basée à Dakar au Sénégal.

James Banda

James Banda du Zambie, a 36 ans et est marié et père de cinq enfants, il est une personne qui aime les gens qui travaillent avec et pour les gens, surtout les enfants. Il est, par profession, un professeur de géographie, de langue et littérature anglaise et de conseiller d'orientation. Il est titulaire d'enseignant du secondaire et l'orientation, des conseils et des diplômes de placement, et il termine son licence en éducation en matière d'orientation et de conseil avec l'Open University en Zambie cette année. Il a été soumis, chef de section de géographie et conseiller scolaire pendant sept ans, et il était coordinateur des directives pour le VIH et le SIDA et les droits des enfants et des programmes de participation dans le cadre du Département de l'éducation dans le district du Sinazongwe, province du sud à partir de 2004 à 2008. Depuis Septembre 2008, il a été avec l'Association zambienne de l'éducation civique, de participation des enfants à l'école. Il est également responsable pour le Droit de Savoir, Projet sur le droit à l'éducation. Ses fonctions principales comprennent l'élaboration de propositions de projets, la planification et l'exécution des activités, la gestion des ressources du projet, la formation et le plaidoyer, le suivi et la documentation des activités et résultats du

projet. Il a également contribué à l'écriture et la production du «Children's School Councils Operations Manual (2009) et coordonné le DFID 2009 / Idasa & ZCEA's Droit à savoir, Droit à l'éducation enquête sur le terrain de base en Zambie et en a rédigé le report.

Leslie Bar-Ness

Leslie Bar-Ness est actuellement la directrice des relations gouvernementales pour Symantec Corporation, en mettant l'accent sur l'état et des gouvernements locaux aux États-Unis et de l'État et les gouvernements nationaux en Amérique latine. Elle travaille avec les élus et nommés des décideurs politiques sur des questions d'importance à Symantec tels que la sécurité des données et le stockage et la protection des consommateurs dans un environnement en ligne. Auparavant, Mme Bar-Ness servi dans l'administration du gouverneur Arnold Schwarzenegger. Dans son rôle de titre de directrice adjointe dans la Vallée Silicon, elle était responsable de l'avance et les communications dans la région de la baie de San Francisco et a servi comme aide avec les politiques en concernent les stratégies clés dans les domaines de haute technologie, la bio-technologie et du développement économique. Avant de se joindre à l'administration de Schwarzenegger, Mme Bar-Ness a également tenu un certain nombre de postes à la ville de San Jose et locales à but non lucratif qui ont abordé la violence des jeunes et des gangs. Son travail dans l'éducation et le développement économique a commencé au début des années 1990, quand elle occupait un poste à San Salvador, El Salvador, qui a aidé les communautés de réfugiés nouvellement rapatriés à reconstruire leurs infrastructures rurales. Leslie Bar-Ness détient un une licence de l'Université dominicaine de Californie et une maîtrise en travail social de San Jose State University.

Owen Barder*

Owen Barder est économiste et Directeur de l'Information pour l'Aide à Development Initiatives, un programme dont la mission est de réduire la pauvreté en rendant les ressources pour la réduction de la pauvreté plus responsables et efficaces. Il est Chercheur Invité au Centre pour le Développement Mondial à Washington. Il est également présentateur de Development Drums, un podcast sur les questions de développement. Il est basé à Addis Ababa en Ethiopie. Owen a travaillé au Ministère Britannique pour le Développement International, au Cabinet du Premier Ministre Britannique, au Ministère des Finances Britannique, au Ministère des Finances de l'Afrique du Sud, et au Centre pour le Développement Mondial. Il est membre du Conseil d'Administration de Twaweza, une organisation qui fait la promotion de la prise de responsabilités en Afrique de l'Est. De 2000 à 2004, Owen a été Directeur sans mandat exécutif de OneWorld. Owen a créé le premier site Internet du Gouvernement Britannique, pendant son temps libre, pour publier le budget en ligne. Owen blogue à www.owen.org.

Guy Berger

Le professeur Guy Berger préside à l'École de Journalisme et des Études Médiatiques à la Université de Rhodes à Grahamstown en Afrique du Sud. Un ancien éditeur et ex-prisonnier politique, il a convoqué la première grande conférence sur le droit à la accès à l'information après l'apartheid en Afrique du Sud en 1995. Plus récemment il a fait du recherche et a travaillé comme éditeur de la publication « Media Legislation in Africa : a comparative legal survey » faisait pour UNESCO en 2007. Monsieur Berger se considère comme activiste pour la liberté de la presse et faisait grande partie dans le South African National Editors Forum depuis sa fondation en 1996. Actuellement, il travaille sur le mise en scène du 2nd World Journalism Education Congress in South Africa, le 5-7 juillet 2010.

Richard Blum

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Richard Blum est président de Blum capital Partners, LP et co-président de Newbridge Capital, LLC. M. Blum a obtenu sa licence et sa maîtrise à l'Université de Californie à Berkeley. Il a reçu la reconnaissance de la Haas School of Business de UC Berkeley comme diplômé distingué en 1994 et contribue sur le conseil consultatif de l'université à Berkeley, M. Blum sert comme chef de plusieurs conseils d'administrations qui incluent Playtex Products, Glenborough Realty Trust et CB Richard Ellis. Il est également co-président de la Conférence Mondiale sur la Religion et la Paix et fondateur de la Hymalayan Foundation. Il aussi sert sur les conseils d'administration du World Wildlife Fund et la Wilderness Society. Il est un administrateur et membre du comité exécutif du Centre Carter, fondé par l'ex-président Jimmy Carter. M. Blum a été nommé comme régent par le Gouverneur Davis en 2002 pour un terme de 12 ans.

Kevin Bohrer

Kevin Bohrer est un agent de programme à la Fondation Hewlett, responsable d'un portefeuille de transparence et de responsabilisation au sein du Programme de développement global. Avant de rejoindre la Fondation, M. Bohrer a passé cinq ans au Kenya, comme un agent du service extérieur de l'Agence américaine pour le développement international, où il a encouragé la gouvernance efficace, une niveau de transparence plus haute et la responsabilisation dans l'utilisation des ressources publiques. Au Kenya, il a géré un programme de subventions pour soutenir les organisations locales non gouvernementales engagées dans le plaidoyer et les activités de surveillance, et a coordonné le programme Millennium Challenge Account Threshold Programme, qui a été conçu pour améliorer le système de passation des marchés publics du gouvernement kenyan. Avant d'entrer au Kenya, il a servi en tant que spécialisés société civile dans le bureau Afrique du bureau de Washington de l'USAID, la recherche menée sur les questions de réfugiés en Guinée; travaillé avec le Centre des régimes fonciers sur la gestion des ressources naturelles et les questions des droits de propriété dans toute l'Afrique, et a servi comme volontaire du Peace Corps en Mauritanie. Kevin a un BS en service étranger de l'Université Georgetown, ainsi que MA et Ph.D. des diplômes en anthropologie de l'Université du Wisconsin-Madison.

Richard Calland

Jimmy Carter*

Jimmy Carter, le 39^{ème} président des Etats-Unis, a fondé le Centre Carter avec son épouse Rosalynn en 1982. Il continue à assurer la direction du Centre, étant membre du Conseil d'Administration, et participant aux programmes du Centre. Il a dirigé des délégations d'observateurs du Centre pour des élections sur le continent américain, en Afrique et en Asie. Sous sa direction, le Centre a été actif dans le domaine de la médiation des conflits en Ethiopie-Erythrée, en Corée du Nord, au Libéria, en Haïti, en Bosnie, au Soudan, en Ouganda, dans la région de l'Afrique des Grands Lacs, au Venezuela, et au Népal. L'auteur de 24 ouvrages, il est également Professeur Distingué à l'Université d'Emory. Le 10 décembre 2002, le Comité Nobel Norvégien a décerné le Prix Nobel de la Paix au Président Carter « pour des décennies d'efforts ininterrompus pour trouver des solutions pacifiques aux conflits internationaux, pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme, et pour la promotion du développement économique et social. »

Rosalynn Carter*

En tant que Première Dame de Géorgie et Première Dame des Etats-Unis, Rosalynn Carter a joué un rôle de leader et de défenseur du changement positif dans le domaine de la santé mentale. Elle a créé et dirige le Groupe de Travail de la Santé Mentale du Centre Carter. Elle est Présidente du Comité de Direction de

l'Institut Rosalynn Carter pour les Soins (Rosalynn Carter Institute for Caregiving) et présidente et cofondatrice de Every Child by Two, une campagne pour l'immunisation des jeunes enfants. Elle est membre du Conseil d'Administration du Centre Carter et auteur de quatre ouvrages. En 1999, elle a reçu la Médaille Présidentielle de la Liberté (Presidential Medal of Freedom), la plus haute décoration honorifique civile aux Etats-Unis.

Mario Claasen

Francis Colee

Francis Colee est titulaire d'une licence en sciences politiques avec une spécialisation en relations internationales. Auparavant, il a servi comme coordinateur de l'Open Society Access Initiative, qui est au cœur des programmes à Green Advocates. Green Advocates est une ONG spécialisée en droits humains au Libéria qui vise à adresser une vaste gamme de questions par l'aide juridique, la consultation et le soutien pour les violations de l'environnement et des droits humains, le développement des programmes spécifiques qui aident les communautés rurales pauvres à participer au débats nationaux, l'élaboration et la promulgation de législation sur la bonne gouvernance, la promotion de la transparence des activités gouvernementales, et le renforcement et l'application des normes existantes des droits de l'homme. Leurs programmes et leurs constatations de recherche serviront comme plate-forme qui permet au gouvernement de se concentrer sur les besoins de la population libérienne et de cibler les ressources de manière efficace. Green Advocates travaille activement pour l'accès sans entrave à l'information pour promouvoir le développement participatif et responsable. Ils croient que la tâche de transformer la culture de l'administration jusqu'à une qui est plus démocratique demeure un sérieux défi dans le nouveau Liberia. En conséquence, l'accès à l'information restera essentiel dans la création d'une société moins corrompue où l'environnement et les droits fondamentaux sont respectés, où il ya une participation accrue au processus décisionnel, et où les gens reçoivent un meilleur traitement par les agents publics.

V.C.R.A.C. Crabbe

João Carlos Cumbane

Colin Darch

Colin Darch a fait ses études a l'Université d'Oxford, et il a également une qualification de troisième cycle des études centré sur le bibliothèque. Depuis le début des années 1970 à nos jours, il a travaillé dans les universités et centres recherche en Éthiopie, en Tanzanie, au Mozambique, au Zimbabwe et au Brésil comme bibliothécaire et universitaire. Pendant cette époque il a poursuivi une carrière parallèle comme un journaliste. Depuis 1992, il a vécu et travaillé à Cape Town en Afrique du Sud à l'Université de la Western Cape, le Adamaster Trust, et l'Université de Cape Town où il travaille actuellement comme spécialiste de l'information dans le Bibliothèque des Études Africaines. Avec Peter G. Underwood, M. Darch a écrit *Freedom of Information in the Developing World : the Citizen, the State and models of Openness*. Il a publié plus que 40 articles en anglais et en portugaise sur les thèmes de l'histoire de l'Afrique et la bibliographie. Ses autres intérêts de recherche inclus l'économie politique de le propriété intellectuelle. Il est membre fondateur du Copy South Research Network.

O. Natty B. Davis II*

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Le Ministre O. Natty B. Davis, II, est Conseiller Principal de la Présidente Ellen Johnson Sirleaf pour un éventail de questions en relation, plus particulièrement, avec la gestion économique du pays, et est agent de liaison clé entre le Pouvoir Exécutif et le Parlement National du Libéria. Auparavant, le Ministre Davis a été Coordinateur National du Secrétariat du Comité pour la Reconstruction et le Développement du Libéria (LRDC) pour le gouvernement du Libéria. A ce rôle, le Ministre Davis était Officiel en Chef du Gouvernement chargé de la coordination des organisations donatrices et était chargé de la coordination de la mise en œuvre de la première Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Libéria. Au cours de sa carrière professionnelle, le Ministre Davis a travaillé pour le Gouvernement du Libéria et dans le secteur privé. Au début des années 90, il a été Ministre Adjoint du Commerce ainsi que coordinateur du Comité de Gestion Economique et Financière du Ministère des Finances. Le Ministre Davis a participé à de nombreux projets liés au VIH/SIDA au Botswana. Son expérience de consultant comprend des projets variés tels que le sondage national des prestataires de services à l'éducation et des fournisseurs de soins de santé, l'évaluation nationale des besoins en formation ainsi que l'évaluation des programmes de micros entreprises au Libéria.

Filifing Diakité

Filifing Diakite a été le premier journaliste de la radio à lancer la promotion iConecT (ICT) par d'une émission radiophonique hebdomadaire de 20 minutes à la radio Guintan appelée «la voix des femmes». Il a fait la promotion des TIC depuis 1999. Il était le coordonnateur d'ICT au Mali et espère inspirer d'autres journalistes au Mali pour aider à promouvoir l'utilisation des ICT. Il est très heureux d'être très bien connus au niveau national et international grâce à ces activités ICT et il a reçu le prix African Information Society Initiative (AIS) en 2004. Sur les questions de droit de l'homme et de l'accès à l'information, Filifing Diakite a géré une émission de radio qui a promu les droits des femmes et des enfants entre 1996 et 2005. De nombreuses organisations de la société civile ont participé à ces activités. En 2003, au nom du Réseau de journalistes sur le droit de l'homme, il a coordonné un projet de plaidoyer pour un accès augmenté à les informations gouvernementales pour les citoyens et plus particulièrement pour les journalistes. Il est titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme en études spécialisées en journalisme et démocratie, concentrant sur les droits de la presse et la bonne gouvernance à l'Université de Montréal, Canada. Maintenant, Filifing aide les autorités maliennes dans l'utilisation d'ICT en bonne gouvernance à travers différentes activités.

Fatima Diallo*

Titulaire d'un DEA en droit public et d'un Master professionnel en droit du cyberspace africain, Mlle Diallo Fatima s'intéresse aux enjeux juridiques et politiques de la construction de la société de l'information avec un focus sur les questions liées à l'impact des technologies de l'information sur le processus de démocratisation en Afrique. Actuellement Assistante à la faculté de droit de l'université de Ziguinchor, elle est doctorante en droit à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal et boursière du Centre d'Études Africaines (ASC) de Leiden au Pays-Bas pour une thèse portant sur : "Constitutionnalisme et mouvement du droit en Afrique : réflexivité de l'État de droit dans la société de l'information au Sénégal. (Cas de la basse Casamance). Pour avoir travaillé auparavant sur les questions de justice constitutionnelle et d'État de droit au Sénégal, elle est membre du comité de Coordination du Réseau Africain de Droit Constitutionnel (RADC) où elle a rejoint en tant le groupe de travail sur le droit d'accès à l'information qui se veut une plateforme de réflexion sur les problématiques juridiques, institutionnelles et structurelles qui entourent ce droit fondamental dans les pays africains.

Ramata Diaoure*

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Journaliste malienne dans la profession depuis quinze ans, tout d'abord au Journal L'Indépendant. Elle est Secrétaire de rédaction et responsable de l'édition d'un nouveau Bi hebdomadaire, 22 septembre, qu'elle a créé avec trois autres journalistes, après avoir quitté « la maison-mère » pour des questions de ligne éditoriale. 22 septembre est né le 13 juillet 2009. En plus des activités de correction et de mise en page, elle est plus particulièrement chargée des questions environnementales, de santé, de genre et droits humains, de développement et de recherche. De par sa formation universitaire initiale, elle est psychopathologue clinicienne (DESS) et a effectué ses études à Toulouse, en France. Elle a tout d'abord travaillé au Mali dans la recherche en médecine traditionnelle, effectuant des recensements de tradipraticiens et autres enquêtes de terrain, ainsi que des activités de consultations spécialisées en santé mentale et de formation d'étudiants (Pharmacie, médecine, anthropo-sociologie). Pour ce qui est plus particulièrement du Programme de Développement Institutionnel du Mali et de la Réforme de l'Etat, dont elle assure la couverture médiatique pour son journal, elle est depuis son démarrage le programme SAISA (Stratégie d'accès à l'information au sein de l'administration) et a participé aux sessions de formation organisées par le Centre Carter au démarrage du programme ainsi qu'à la célébration de la Journée du «Droit de savoir», dès sa première édition.

Vitoria Dias Diogo

Boubacar Dicko*

Né vers 1965 à Tonka, Préfecture de Goundam en région de Tombouctou au Mali, Monsieur Boubacar Mahamadane DICKO a fréquenté l'école fondamentale de Tonka où il obtient le : Diplôme d'Etude Fondamentale (DEF) en 1981. Orienté au Lycée Franco Arabe de Tombouctou où il obtient le Baccalauréat en 1984. C'est ainsi qu'il poursuit des études supérieures à l'Ecole Nationale d'Administration dont il obtient le diplôme de fin d'études supérieures de Droit en 1990. Après les études universitaires, Monsieur DICKO a travaillé dans le secteur associatif en collaboration avec l' Association Subaahi Gumo (ASG) au niveau de laquelle il a servi comme chargé de projet. L'expérience au niveau de cette association a permis de s'intéresser à diverses activités de gestion de projet notamment la conception et rédaction de projet de développement dans le domaine de l'éducation, la santé et la gouvernance démocratique ; le suivi et évaluation des activités de projet ; la rédaction des différentes correspondances de l'ONG et la gestion du personnel de l'ONG. Après une décennie dans les activités associatives, Monsieur DICKO intégra la Fonction Publique du Mali en 1999, il servira successivement à la Direction administrative et financière du Ministère de la Santé , au Cabinet du Ministère de l'Industrie du Commerce et des transports et Commissariat au développement Institutionnel où il est chargé du suivi de la mise en œuvre de la stratégie d'Accès à l'Information au Sein de l'Administration et du volet Appui Institutionnel du PARAD.

Mukelani Dimba*

Mukelani Dimba est Président Directeur Général Adjoint de Open Democracy Advice Center (ODAC) en Afrique du Sud et Directeur de Africa Freedom of Information Centre (FOI), une organisation de défense de la Liberté de l'Information pour le continent Africain basée en Ouganda. Il a une formation en Droit du Travail et en Gestion. A l'ODAC, il fournit des services de formation et de conseil, de coordination de recherche et de défense des droits. Le département de formation et de conseil offre des services aux institutions publiques et privées sur les meilleures stratégies de conformité pour les lois sur le droit à l'information de l'Afrique du Sud, et aide les organisations de la société civile et le public à interagir avec ces lois. Il est convocateur du Forum National des Fonctionnaires de l'Information (National Information Officers Forum) de l'Afrique du Sud et a travaillé sur des lois pour la Liberté de l'Information au Mozambique, au Malawi, en Tanzanie, en Ouganda, en Ethiopie, au Kenya, au Nigeria et au Ghana où il a

conseillé les organisations de la société civile dans leurs campagnes pour des lois sur le droit à l'information, a conseillé des parlementaires étrangers sur comment rédiger ces lois, a conseillé des gouvernements étrangers sur des stratégies de mise en œuvre, et a conduit des recherches pour le compte d'agences de développement. Il a présenté des articles sur la liberté de l'information dans un nombre de forums internationaux en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande, au Cameroun, en Namibie, aux Etats-Unis, en Hongrie et en Inde, et a entrepris des missions d'études sur la liberté de l'information en Suède, au Royaume Uni et en Inde. Avant d'intégrer ODAC, il a été Coordinateur National pour la Formation à Statistics South Africa, l'agence officielle des statistiques de l'Afrique du Sud.

Ishac Diwan

Ishac Diwan est Directeur et responsable pour le Ghana, le Burkina Faso, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, dans la Région Afrique de la Banque Mondiale. Selon M. Diwan les trois principales priorités sont de travailler en collaboration étroite avec les clients et partenaires afin de soutenir leur programme de développement pour intensifier la croissance et promouvoir une répartition équitable des ressources nationales, d'aider les économies post-conflit en place une capacité institutionnelle et l'efficacité et la prestation efficace de services et de plomber les équipes de pays de se concentrer sur les résultats et la collaboration avec d'autres partenaires de développement et de la société civile. Il a rejoint la Banque mondiale en 1987 grâce au Programme Jeunes Professionnels à titre d'économiste de la dette et l'investissement international Division du Département de l'économie internationale. Auparavant Diwan comme pays Directeur pour l'Éthiopie et le Soudan et a été chef du Programme Combattre la pauvreté, gestionnaire à l'Institut de la Banque mondiale, économiste principal pour la Région Moyen-Orient, Sous-Directeur en charge de la préparation du Rapport sur le développement mondial de 1995, et une macro-Finance expert en Service de recherches de la Banque mondiale. En outre, il a été professeur adjoint des finances à la New York University et a publié de nombreux ouvrages dans les domaines de finance internationale, du travail et le commerce. M. Diwan est un Libanais et Canadien National avec un doctorat en économie de l'Université de Californie à Berkeley.

Lilian Ekeanyanwu

Mlle Lilian Ekeanyanwu a plus de vingt ans d'expérience comme avocate. Dans les premières années de sa carrière, elle a acquis l'expérience dans le droit familial et elle a utilisé cette expérience comme présidente du Volunteer Advocacy Group of the International Federation of Women Lawyers-FIDA Nigeria. Avec cette organisation elle a coordonné les services juridiques gratuites pour les femmes sous privilégiées et elle a vu, malheureusement, les effets négatifs de la corruption sur l'accès à la justice. Elle a été très active dans la campagne contre la corruption comme une membre de Transparency International et comme ancienne coordinatrice de la Zero-Corruption Coalition. Elle a fait beaucoup de formation et recherche sur les conventions globales et régionales contre la corruption qui incluent : United Nations Convention Against Corruption-UNCAC et la African Union Convention for Preventing and Combatting Corruption. Elle a été aussi engagée dans la recherche sur la corruption comme se rapporte avec les thèmes des droits des femmes et elle a coordonné un atelier sur ce sujet à la International Anti Corruption Conference. Actuellement elle travaille comme cheffe du département technique sur les réformes de la gouvernance et anti corruption, qui est un laboratoire des idées pour le gouvernement Nigérien chargé avec l'évaluation, surveillance et coordination des initiatives de anti-corruption.

Luis Esquivel

Luis Esquivel a été un consultant à l'Institut de la Banque Mondiale pour trois ans. Durant cette période, dans le cadre du Programme d'accès à l'information, il s'est attaché à appuyer l'adoption et la mise en œuvre de l'accès à l'information la législation dans les pays en développement en facilitant les échanges de connaissances et le partage des leçons apprises et les bonnes pratiques en vue de renforcer les efforts d'ATI à aux niveaux régional et les pays d'Amérique latine, Afrique et Asie du Sud. Avant de se joindre à la Banque mondiale, il travailla à la Fondation pour les Amériques et les ONG affiliées à l'OEA d'aider à la coordination de l'Alliance régionale pour la liberté d'expression et d'information, et à l'Inter-American Dialogue, à la liberté d'expression Programme, en se concentrant sur les questions relatives aux médias et son impact dans la gouvernance, ainsi que l'accès à l'information.

Carole Excell

Carole Excel est une associée supérieure à World Resources Institute qui travail sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le monde. Elle est chef du bureau d'Afrique pour l'Access Initiative, un réseau mondial d'organisations de la société civile qui travaillent à améliorer la gouvernance environnementale. Auparavant, elle a été coordonnatrice du Freedom of Information Unit du gouvernement des îles Caïmans, où elle a développé un plan d'exécution, a créé un réseau d la gestion de l'information, et a développé des systèmes informatiques et règlements administratifs. Elle a travaillé avec le Centre Carter en tant que représentant sur le terrain à la Jamaïque sur leur projet de l'accès à l'information, où elle a développé des matériels, a effectué des recherches et es analyses sur les enjeux juridiques et politiques liés au droit à l'information, et a agit comme secrétariat pour le Volunteer Attorneys Panel. Elle est avocat qui est titulaire d'un LL.B de l'University of the West Indies, d'un Certificate of Legal Education de Norman Manley Law School en Mona, et d'une maîtrise en droit de l'environnement de l'University of Aberdeen en Ecosse. Elle a sept ans d'expérience professionnelle avec le Gouvernement de la Jamaïque sur l'environnement et les questions d'urbanisme, à l'Autorité de la conservation des ressources naturelles, et à l'Agence nationale de l'environnement et de la planification.

Nathaniel Ganda

Thomas Gbow

Demirew Getachew

Demirew Getachew est actuellement chef de secrétariat de l'Association économique d'Ethiopia (EEA). Avant de rejoindre l'EEA en avril 2005, il a été le chef du Département de la Planification et de la recherche au Ministère du Revenu. Il était également chef de la division de la modélisation et de l'analyse politique au Ministère des Finances et du Développement Economique. M. Getachew est titulaire d'une maîtrise en économie.

Elaine Geyer-Allély*

Elaine Geyer-Allély a été la Représentante au Mali de l'Initiative pour un développement global du Centre Carter de 2003 à 2006 puis Consultante en 2007 pour le Programme des Amériques du Centre Carter. Pendant cette période elle a collaboré avec le gouvernement du Mali sur l'élaboration et la mise en place d'une Stratégie nationale d'accès à l'information au sein de l'Administration (SAISA) dans six agences gouvernementales pilotes. L'objectif de ce travail était de créer une plus grande transparence et de faciliter l'accès du citoyen aux documents de base. Professionnelle de la politique environnementale, elle a été reçue

en 2009 au certificat post-graduate en Conservation et gestion de la biodiversité. Elle est actuellement basée à Genève en Suisse où elle travaille en tant que consultante sur les questions d'environnement, de développement et de gouvernance.

Joseph Gitari

Carolyn Gomes*

Carolyn Gomes est Directeur Exécutif de Jamaïcains Pour la Justice (JFJ), un Groupe d'Action pour les Droits des Citoyens non gouvernemental et non partisan. Mme Gomes a été une des lauréates du Prix des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en 2008. Créé en 1999, le JFJ se concentre principalement sur la lutte contre les abus des droits par les états et sur le renforcement des protections existantes des droits. En 2001, l'Accès à l'Information est devenu un des programmes d'activités de l'organisation. Carolyn dirige les activités d'Accès à l'Information depuis 2001. Les activités ont inclus : le lobbying et le plaidoyer en faveur de la création d'une loi sur l'Accès à l'Information; aider le Gouvernement avec la mise en œuvre de la loi; mener des activités d'éducation publique, des campagnes médiatiques, et des ateliers au sein de la communauté pour augmenter la connaissance de la loi et la manière de l'utiliser; développer la capacité à contrôler les demandes faites sous le couvert de la loi; et rédiger des documents pour le Parlement sur le sujet des changements qui doivent être accomplis pour renforcer la loi. Médecin de formation, Carolyn reconnaît les avantages de l'Accès à l'Information pour la jouissance et la protection de tous les droits. Elle a fait des présentations au niveau local et à l'international sur le sujet de l'Accès à l'Information en Jamaïque et a écrit des articles sur le processus pour des revues locales et internationales. Elle est également Directrice du Comité de Conseil aux Intervenants de l'Accès à l'Information.

Cheryl Gopaul

Dr Cheryl Gopaul est une conseillère supérieure en gouvernance avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui travaillent avec leur programme d'aide bilatéral au Ghana. Elle est co-président avec le Ministre de la justice du Groupe du secteur de la gouvernance dans le cadre du soutien budgétaire par des donateurs multiples. Elle est titulaire d'un doctorat en études du développement avec spécialisation en planification du développement durable et gouvernance. Elle est titulaire d'une maîtrise en planification et gestion environnementales et d'une licence (mention bien) en géographie et planification appliquées, et elle a étudié les négociations internationales en Suisse. Dr Gopaul est une spécialiste de la bonne gouvernance - la démocratisation, les élections, la gouvernance parlementaire, les réformes du secteur public, la décentralisation / gouvernance locale, le développement des capacités, la société civile, les réformes législatives et institutionnelles, la lutte contre la corruption, la responsabilisation et la transparence, le dialogue politique, le développement durable et l'environnement. Elle a plus de 28 ans d'expérience professionnelle en développement international, la bonne gouvernance, la programmation du développement, le dialogue de haut niveau politique, l'efficacité de l'aide et l'harmonisation des donateurs. Avant de rejoindre l'ACDI, elle a travaillé avec le FNUAP, l'UNICEF, le PNUD, et de plusieurs gouvernements et entreprises du secteur privé en Amérique latine, aux Caraïbes, aux Etats-Unis et au Canada. Elle était anciennement secrétaire permanent pour le ministère de l'agriculture en Guyane et elle a enseigné le développement international et les cours du développement durable à l'University of the West Indies et un cours d'été à George Washington University.

Annie Goranson

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Annie Goranson est avocate chez Symantec Corporation. Dans son poste, Mme Goranson travaille avec les clients et les équipes internes de Symantec sur des questions de la gestion de l'information. Mme Goranson a été anciennement conseillère juridique d'entreprise pour Symantec, où elle a géré le litige et a donné des conseils aux clients internes sur un large éventail de questions de la résolution des disputes. Avant de rejoindre Symantec, Mme Goranson a exercé sa profession privéement en aidant des clients internationaux et nationaux à conduire des enquêtes internes et à répondre aux enquêtes menées par des autorités gouvernementales et de régulation.

Juan Pablo Guerrero

Juan Pablo Guerrero est consultant chez International Budget Partnership chargé du Mentoring Government Capacity for Budget Transparency and Participation programme. De 2002-2009, il était également commissaire fondateur de l'Institut fédéral pour l'accès à l'Information Publique (IFAI), l'organisme de l'autorité indépendant au Mexique chargée de faciliter le droit du public à accéder aux informations. Il a contribué à l'analyse et à la résolution de plus de 24.000 appels à l'IFAI dans lesquels les demandeurs n'étaient pas satisfaits de la réaction des organismes gouvernementaux, et en plus il a plaidé en faveur de la divulgation d'informations de plus de 500 votes dissidents. En tant de commissaire fondateur, Guerra a examiné et a présenté presque 5000 cas. Chez IFAI, Guerra était président de la commission d'exécuter la loi et coordinateur du Comunidades Project, dédié à la sensibilisation au droit à l'information dans les communautés marginalisées. Il était professeur à plein temps et chercheur dans le Département de l'administration publique au Center for Economic Research and Teaching, où il a dirigé des programmes pour développer et mettre en œuvre un indice de transparence budgétaire dans plusieurs pays d'Amérique latine et pour développer l'agenda de la réforme de l'administration fédérale et locale au Mexique. Il a complété ses travaux de cours Ph. D. en science politique à l'Institut d'Études Politiques de Paris et est titulaire de deux maîtrises, en politique publique de l'IEP-Paris et en économie et en politique internationale de Johns Hopkins University.

Mamdou Bara Guèye

Bara Guèye est économiste en milieu rural qui a travaillé pendant plus de vingt-cinq ans à promouvoir le développement local et les approches participatives en l'Afrique occidentale. Avant de rejoindre l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) en 1993, il était formateur universitaire et chercheur. Il a créé et a coordonné le bureau du Drylands Program de l'IIED à Sahel de 1993 jusqu'à Septembre 2005, lorsque le programme est devenu un organisme indépendant nommé «Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique). IED Afrique a concentré son travail sur la promotion de la gestion participative des ressources naturelles, sur l'agriculture durable, et sur la recherche et le plaidoyer pour la transformation de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Au cours des dernières années, l'IED Afrique a également travaillé sur la gouvernance et les processus de décentralisation en Afrique de l'Ouest, avec un accent particulier sur le renforcement des institutions ouvertes et transparentes, qui offre aux citoyens les compétences et les outils pour affecter les décisions prises par les gouvernements locaux et centraux.

Moustapha Guirassy

John Hardman*

John B. Hardman, M.D. est Président et PDG du Centre Carter, où il dirige les programmes du Centre y compris le contrôle des élections en Asie, en Afrique, et en Amérique Latine, la formation dans la santé

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

publique en Ethiopie, les stratégies de développement mondial et les efforts de résolution de conflits, et les programmes agricoles pour améliorer la production agricole en Afrique et en Corée du Nord. Dr Hardman a intégré le Centre Carter en 1989 au poste de directeur de l'Initiative pour la Réduction Mondiale de la Consommation du Tabac, et a travaillé à plusieurs autres postes avant d'être nommé Directeur Exécutif en 1992. En mars 2007, son titre est devenu Président et PDG. Dr Hardman a obtenu son diplôme de médecine au Medical College of Georgia, et a fait un stage de résidence en Psychiatrie à la Mayo Clinic, et a fait une formation postdoctorale supplémentaire en Psychologie de l'Enfant à l'Université d'Emory. Il a enseigné à l'Ecole de Médecine de l'Université d'Emory, a été Directeur de la Médecine à l'hôpital Peachford, et a travaillé dans de nombreuses organisations professionnelles et communautaires. Dr Hardman est membre des Conseils d'Administration du *Centre International* pour la Fertilité des Sols et le *Développement* Agricole (IFDC), du Groupe de Travail pour la Survie et le Développement des Enfants (TFCSD), et du Centre Blum pour le Développement des Economies à l'Université de Californie, Berkeley, et est Directeur du Conseil d'Administration du Musée Ships of the Sea et de la Fondation Beehive.

C. R. Hibbs

C.R Hibbs est la directrice générale et agente du projet du Mexique qui fait partie du Programme du Développement Mondial à la Fondation du William et Flora Hewitt. Mme. Hibbs a dirigé le portefeuille mexicain de la fondation depuis 2001. Les investissements faits par le programme du développement mondial au Mexique se concentrent principalement sur la transparence et les questions de la reddition de comptes. Le programme fait aussi les investissements ciblés pour renforcer la base de connaissances pour le développement, et pour améliorer l'environnement de la facilitation parmi la société civile et de la philanthropie dans certains pays. Avant de se joindre à la fondation Mme. Hibbs était une agente du programme au Centre des Études sur les États-Unis et le Mexique à l'Université de Californie à San Diego où elle a travaillé comme spécialiste sur les sujets de la frontière commune entre les États-Unis et le Mexique et de la migration entre les deux pays. C.R. est titulaire d'un baccalauréat en anthropologie et elle a fait sa maîtrise dans les études d'Amérique Latine à l'Université de Californie à San Diego. Elle est basée au Mexique.

Vinicius Hodges

Vinicius S. Hodges est né au Libéria et il a fait ses études aux États-Unis. Il a étudié le journalisme et a été le lauréat en 1999 du CNN African Journalist Award in South Africa for Radio- le premier Libérien à gagner ce prix désiré. En 2005, il était candidat au siège du Parlement libérien et il a gagné. À la Chambre, il est président du Comité permanent de l'information, de l'audiovisuel, et de la Culture et le Tourisme. Il a cinq enfants.

Charlayne Hunter-Gault

Charlayne Hunter-Gault est une journaliste pionnière avec plus que 40 ans d'expérience. Elle a passé six ans comme cheffe du bureau et correspondante du CNN à Johannesburg avant de rentrer à NPR en 2005 comme correspondante spéciale où elle a travaillé pendant 20 ans comme correspondante principale en Afrique. Avant de travailler avec NPR elle a passé 20 ans avec PBS, où elle a travaillé comme correspondante nationale pour « The NewsHour with Jim Lehrer ». Elle a commencé sa carrière en journalisme comme journaliste avec The New Yorker, comme présentatrice pour WRC-TV à Washington D.C. et comme cheffe du bureau au Harlem pour le New York Times. Elle a reçu deux prix Emmy, deux prix Peabody, le prix de meilleure journaliste de 1986 donné par la National Association of Black Journalists, le prix Sidney Hillman de 1990, le prix d'American Women in Radio and Television, le prix de Personnalité de diffusion de l'année

donné par Good Housekeeping, le prix de la National Association of Black Journalists de 2004, les prix de Amnesty International pour son rapportage sur les droits humains et un prix pour le rapportage international du Chapitre de New York de l'Association of Black Journalists pour un article qu'elle a fait pour Essence Magazine. Hunter-Gault a été nommé à la panthéon de la National Association of Black Journalists et elle a plusieurs reconnaissances académiques honoraires. Elle sert sur plusieurs conseils d'administrations qui incluent le Centre Carter, The Committee to Protect Journalists, the Peabody Awards, the Taco Kuiper Awards for Investigative Journalism et elle est la vice-présidente de la fondation de Clara Elizabeth Jackson Carter. Elle est aussi co-présidente du Africa Media Initiative et une membre de Council on Foreign Relations. Actuellement elle travaille comme journaliste indépendante et correspondante spéciale sur Afrique pour NPR et elle aussi cheffe du bureau en Afrique pour Essence Magazine. Hunter-Gault a écrit pour plusieurs magazines et elle a fait plusieurs livres. Son dernière livre est *New News out of Africa : Uncovering the African Renaissance*.

Angelo Izama

Curtis Jarrett

Curtis est un diplômé de la promotion 1972 de l'University of Libéria avec plus de 30 ans d'expérience professionnelle dans différentes disciplines. Il était employé au ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme et il a travaillé pour cette institution au cours des 11 dernières années. Son premier post était Assistant administrative dans le bureau du Ministre adjoint de la Culture et du Tourisme. Il a travaillé dans ce département jusqu'en 2004, quand il a été promu au directeur de la planification et de la recherche et il a été envoyé à l'Institut d'administration publique du Libéria pendant quatre mois de formation en gestion de projet. Cette formation l'a préparé pour la coordination de la première conférence de la loi médiatique qui a introduit la Freedom of Information Act comme base de la liberté des médias au Libéria. En tant que représentant du gouvernement, nous avons collaboré avec l'Union des journalistes du Libéria d'accueillir cette conférence réussie parrainé par l'UNESCO et d'autres acteurs internationaux. L'Act et les autres projets de loi sont en attente de passage du législateur, après avoir tenu des audiences publiques. Du lobbying robuste est nécessaire pour faire avancer le processus. Il est marié et père de 4 enfants. Il est un chrétien de l'Église épiscopale. Ses hobbies sont: regarder les sports et la lecture.

Patricia Jonason*

Patricia Jonason est Maître de Conférences en Droit Public à l'Université de Södertörn, Stockholm, Suède. Elle enseigne le droit administratif, le droit de l'Union européenne et les Droits de l'homme. Ses principaux thèmes de recherche sont le droit d'accès à l'information ainsi que la gouvernance environnementale. Elle a obtenu un Doctorat en Droit public (Université Paris XII, 2001) avec une thèse de droit comparé sur la protection des données personnelles et le droit d'accès à l'information en France et en Suède. Patricia Jonason est co-directrice d'une nouvelle École Internationale pour la Transparence (IST) créée par l'Université de Cape Town, Afrique du Sud, et l'Université de Södertörn, Suède.

Malcolm Joseph

Malcolm Wleemogar Joseph est directeur en chef du Centre des Etudes en Média et de la Construction de la Paix, une ONG importante au Libéria qui travaille à renforcer le média et à consolider la paix, la démocratie, les droits humains, et le développement. Un journaliste professionnel et activiste pendant plus d'une décennie, M. Joseph a été vice-président de la Union de la Presse du Liberia (PUL) ; vice-président, de l'Association des journalistes en l'Afrique de l'Ouest (UJAO) ; coordinateur national de la Fédération

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Internationale des Journalistes / le Project des Médias de l'Union du fleuve Mano ; membre en chef de la comité régionale de WACSOFF ; membre de la commission des experts pour le Prix du Journaliste de Tolérance de 2003 (IFJ) ; membre du Comité de gestion du Projet des Médias en Liberia, parrainé par Alerte Internationale, et agent de programme pour le processus de la réforme de la politique et loi médiatique libérienne ; Vice-président du conseil d'administration, Réseau de l'Afrique de l'Ouest pour la construction de la paix (WANEP-Libéria) ; et président de la Coalition pour la liberté de l'expression libérienne. M. Joseph est titulaire d'une maîtrise des relations internationales et une licence en communication de masse en tant que des certifications des disciplines diverses. Il est maître de conférences à l'African Methodist Episcopal University et l'United Methodist University à Monrovia. En 2009, Malcolm a reçu une bourse de recherche pour la démocratie, le développement, et le droit de Sanford University en Californie, Etats-Unis.

Sophie Kabongo

Sophie Mukenge Kabongo est chargé du programme du *fesmedia Africa*, le projet medias de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique, depuis février 2009. Une de ses responsabilités principales est la gestion et l'exécution du baromètre des medias africains (AMB) dans 26 pays africains. L'AMB est un exercice d'auto-évaluation, qui permet une description profonde et une évaluation compréhensive des environnements médiatiques sur le continent africain. Puisque l'accès à l'information est une condition préalable pour la liberté d'expression c'est un aspect important du baromètre de médias. D'ailleurs, Mme Mukenge Kabongo contribue depuis 2007 à la publication annuelle « zero tolerance for corruption » par l'institut de la Namibie pour la démocratie (NID) et elle a présenté son étude sur la renégociation de l'importance de l'histoire coloniale de l'Allemagne pour la conférence « Postcolonial Popular Culture » à l'université d'Otago en Nouvelle Zélande en 2009 via téléconférence. Avant qu'elle ait travaillé pour *fesmedia Africa*, elle a travaillé pour un projet recherche. Mme Mukenge Kabongo tient une licence (BA) dans des études de médias et des études Français de l'université de la Namibie et un Master CUM LAUDE dans la culture de médias de l'université de Maastricht, Pays Bas. Elle se prépare actuellement pour un projet doctorat (PhD) sur l'appropriation de nouvelles technologies mobiles dans les communautés marginalisées dans différents pays africains.

Maxwell Kadiri

Maxwell Kadiri travaille actuellement comme officier juridique avec le programme d'Afrique de l'Open Justice Society Initiative. Basé dans le bureau à Abuja, Kadiri est un avocat de la Cour suprême du Nigéria. Il possède une expérience considérable dans les domaines juridique des droits humains. M. Kadiri a travaillé aux secteurs variés pendant sa carrière, y compris le plaidoyer sur la liberté d'expression et la liberté des médias en général, le renforcement des mécanismes africains de protection des droits de l'homme, la justice internationale et le défense des droits de l'homme, et le réforme du secteur de la sécurité au Nigeria, en Afrique de l'Ouest et dans le continent africain plus large. Il a aussi été impliqué avec l'engagement des litiges d'intérêt public, de plaidoyer sur la réforme des lois sur les médias nigériens, le renforcement de la liberté de la presse et, l'établissement d'une culture de transparence et de gouvernance responsable dans plusieurs pays africains grâce à plaider pour l'adoption de la législation nationale qui permet l'accès du public aux renseignements détenus par le gouvernement. Antérieurement, M. Kadiri a travaillé avec Media Rights Agenda, Nigeria comme agent juridiques, où il a travaillé sur le Nigerian Freedom of Information Bill, entre autres. Il a également été l'avocat de pays pour Nigeria pour le Global Internet Policy Initiative, où il a participé à la rédaction du National Information Technology Bill qui a été édicté dans la loi

Kenneth Kakuru

Kenneth Kakuru est défenseur et directeur chez Greenwatch, une ONG qui s'occupe de la défense des droits environnementaux dont la mission est de promouvoir la participation du public dans la protection et la gestion durable de l'environnement. Il est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Makerere, à Kampala, d'un diplôme en pratique juridique, du Law Development Center, et il poursuit actuellement une maîtrise en la planification et le développement des politiques scolaires. Il est professeur adjoint au Pentecostal University- Grotius Law School et examinateur externe au Law Development Center à Kampala. Il se spécialise en litiges de l'intérêt public (PIL) ; il a traité de nombreux dossiers concernant l'accès à la justice, l'accès à l'information et les droits constitutionnels. Kenneth a beaucoup travaillé avec les groupes autochtones et les organisations environnementales au niveau régional et national. Il est membre de plusieurs conseils et des organisations professionnelles, y compris l'International Bar Association, Environmental Law Alliance Worldwide (E-LAW), East African Law Society et l'Uganda Law Society. Il a écrit et présenté plusieurs documents de recherche sur le droit de l'environnement. Il siège à divers comités de la National Environment Management Authority (NEMA) et l'Organisation des Nations Unies Programme pour l'Environnement (PNUE) en Ouganda. Il a participé à la rédaction de législation sur la gestion de l'environnement en Ouganda et en Tanzanie.

Ernesto Kambali

Ernesto Kambali a rejoint la Episcopal Justice and Peace Commission (CEJP) du Catholic Bishops' Conference of Angola and São Tomé (CEAST) en Mai 2007. Il a débuté comme analyste économique pour le projet de justice économique de la CEJP. A partir de juin 2008, il travaille en tant que coordinateur du projet, dont les piliers incluent la recherche des industries extractives (secteurs du pétrole et du diamant), analyse budgétaire, le suivi social des investissements publics, et le plaidoyer. Il coordonne toutes les activités liées à un groupe de trois analystes économiques au niveau national et international. Il est responsable de l'Open Budget Initiative pour le 2010 International Budget Partnership (IBP), qui est la campagne internationale de transparence budgétaire dans plus de quatre-vingt pays à travers le monde. Il vient de terminer ses études de droit à l'Université catholique de Luanda en Angola, et il est en train de devenir avocate. Avant de rejoindre le CEJP, il a travaillé comme secrétaire pour le HCR, l'agence de l'ONU en Angola, dans l'unité de programme et comme un enseignant du portugais au Centre d'études religieuses à Luanda. Il était un membre religieux de la Society of the Divine World (SVD) au Kenya.

Sampa Kangwa-Wilkie

Sampa Kangwa-Wilkie est la spécialiste du programme pour la liberté de l'expression et la loi médiatique à le Media Institute of Southern Africa, une organisation régionale qui s'occupe des droits médiatiques et qui opère en onze pays dans l'Afrique australe. Elle est actuellement chef de projet pour la campagne Windhoek+20, une coalition continentale d'organisations qui font pression pour l'adoption d'une plate-forme africaine sur l'accès à l'information (APPAI) à l'UNESCO 20e anniversaire de la Déclaration sur la liberté de la presse de Windhoek en 2011. Sampa est titulaire d'une maîtrise en communication de l'Université de Leicester et d'une licence en médias et en sociologie de l'Université de Namibie. Elle est également artiste et elle habite à Windhoek, en Namibie.

Amadou Kanoute

Amadou Kanouté a rejoint ARTICLE 19 comme chargé de mission en 2009 pour assurer l'établissement du bureau et l'exécution du programme de l'organisation pour la promotion de la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique de l'Ouest. Amadou a une grande expérience de travail dans les domaines du développement, des droits de l'homme, de la protection de l'environnement, des questions sociales ainsi

qu'une bonne connaissance des réseaux sociaux, des organisations non gouvernementales et des processus décisionnels politiques en Afrique. En 2007, il a rejoint Greenpeace International comme Chef de projet et ensuite Directeur exécutif du tout premier bureau de Greenpeace en Afrique et a travaillé à la formulation du programme de l'organisation et à son établissement physique. Avant de rejoindre Greenpeace, Amadou a été pendant 7 ans le Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique de Consumers International basé à Harare au Zimbabwe, après avoir dirigé le bureau sous régional pour l'Afrique de l'ouest et du centre de 1990 à 1999 à Dakar. Avant d'occuper ce poste, Amadou a travaillé pour ENDA Tiers Monde, une ONG internationale de développement et de protection de l'environnement comme Directeur du programme d'information, d'éducation et de protection des consommateurs en Afrique de l'ouest. Amadou est titulaire du MBA en gestion et évaluation de projets du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) de Dakar, Sénégal. Il est né en 1954 à Thiès, Sénégal et est parfaitement bilingue en français et anglais.

Alhaji Ibrahim Ben Kargbo*

L'honorable Alhaji Ibrahim Ben Kargbo est Ministre de l'Information et de la Communication de la Sierra Leone. Il a obtenu un Bachelor of Arts en Education de l'Université de la Sierra Leone et a enseigné pendant cinq ans avant d'étudier à l'Ecole de Journalisme John New Homes. Il a travaillé à différents postes éditoriaux dans plusieurs journaux en même temps qu'il étudiait pour obtenir un autre diplôme de journalisme dans le but de créer sa propre maison de presse. En 1982, le « New Citizen Paper » a été créé et M. Kargbo est devenu son rédacteur en chef, un poste qu'il a maintenu jusqu'à ce qu'il devienne Ministre. En 1984, il est devenu Directeur de la National Diamond Mining Company (NDMC) et, l'année suivante, il a été nommé membre du Parlement représentant la Presse à la Sierra Leone. Il a été Commissaire de la Commission des Médias Indépendants, Président de l'Association des Anciens Elèves de l'Université de Njala, et membre de plusieurs associations de journalistes. En 2004, M. Kargbo a été élu Président de l'Association des Journalistes de la Sierra Leone, un poste qu'il a maintenu jusqu'à ce qu'il devienne Ministre de l'Information et de la Communication en septembre 2007. En tant qu'universitaire, il a présenté plusieurs articles et a publié cinquante nouvelles. Il est également co-Président du Groupe de Travail National pour les Technologies de l'Information et de la Communication (National Information and Communication Technology Task Force).

Kwame Karikari*

Kwame Karikari est directeur exécutif de la Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (FMAO), une organisation de défense et de promotion de la liberté de la presse et de la liberté d'expression basée à Accra au Ghana. La FMAO couvre les 15 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie. La FMAO est active dans les domaines de la réforme des lois sur les médias, de la défense légale des journalistes, du contrôle de la liberté de la presse, et de la protection des journalistes persécutés. Depuis plusieurs années, il est professeur de journalisme et de communication de masse à l'Ecole des Etudes de Journalisme de l'Université du Ghana. Il travaille également, depuis de nombreuses années, dans le domaine de la formation des journalistes dans plusieurs pays africains. Avant cette activité et pendant toutes ces années, il a travaillé en tant que journaliste, y compris au poste de directeur générale de la Compagnie de la Radiotélévision Publique au Ghana au début des années 80. Il a également été militant pour la justice sociale et les droits de l'homme en Afrique, y compris pour les réformes démocratiques au Ghana. Il est membre des conseils d'administration de nombreuses organisations de droits africaines et internationales et membre de comités de rédaction de revues académiques. Il a étudié au City College de New York et à l'Université de Columbia à New York.

Dawit Kebede

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Dawit Kebede est un journaliste éthiopien de presse écrite. Après avoir obtenu un diplôme en journalisme et en communication, il est devenu chroniqueur dans les journaux éthiopiens sur les questions socio-politiques. Il a ensuite travaillé au magazine Habesha, qui est une revue bilingue de santé. En 2004, Dawit a fondé le journal Hadar dont il est devenu rédacteur en chef, journal qui a critiqué les politiques du gouvernement du Premier ministre Zenawi. Au cours des élections générales éthiopiennes de 2005, Dawit a critiqué le gouvernement éthiopien en écrivant des articles et des éditoriaux qui démontrent que l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF) a peut-être perdu l'élection. En Juin 2005, la police a ouvert le feu à Addis-Abeba contre les manifestants et ils ont massacré au moins 36 partisans de l'opposition non armée; Dawit a condamné ces actions. En Novembre 2005, les autorités l'ont arrêté avec les principaux dirigeants de la Coalition for Unity and Democracy (CUD) à cause de sa participation présumée dans les manifestations. Ils ont tous été mis en examen pour la trahison, le génocide et les tentatives de subversion de la Constitution. Bien que le tribunal les a condamnés à vie, ils ont été graciés et libérés en Juillet 2007. Bien que de nombreux éditeurs qui étaient en prison avec Dawit sont partis en exil, il a créé une nouvelle entreprise en Mars 2008 et a commencé à publier le journal Awramba Times, dont il est rédacteur en chef. Awramba Times est actuellement le troisième plus grand journal éthiopien.

Shemelis Kemal

Stephen King*

Stephen King est Directeur des Investissements de Omidyar Network (ON), la Banque Philanthropique d'Investissement créé par Pierre Omidyar, fondateur de eBay, et par son épouse, Pam. Basé à Londres, Stephen se concentre sur l'expansion internationale des efforts d'ON dans le domaine de la Transparence du Journalisme, des Médias et des Gouvernements. Il fait également des investissements au sein de l'Initiative des Médias, des Marchés et de la Transparence. Avant d'intégrer Omidyar Network, Stephen était Président Général de la Société Fiduciaire de la BBC World Service, où il a réalisé une période de croissance soutenue et a créé des programmes dans plus de 40 pays en voie de développement. Stephen a aidé à établir la réputation internationale de la Société Fiduciaire comme l'une des organisations les plus importantes rencontrant le plus de succès en utilisant les médias et la communication pour améliorer la vie des populations pauvres dans le monde et pour promouvoir une meilleure gouvernance et transparence à travers le monde. Avant la BBC, Stephen était Directeur Exécutif du Conseil International d'Action Sociale (CIAS), une organisation internationale qui travaille pour promouvoir le développement social. Stephen a également travaillé dans les organisations à but non lucratif HelpAge International, Help the Aged, et Voluntary Service Overseas. Stephen est membre du Conseil d'Administration de CARE International, et Ushahidi – une organisation dans laquelle ON a investi. Il détient un Master of Arts en Etudes de l'Orient et de l'Afrique de l'Université de Londres.

William Kingsmill

William Kingsmill, ressortissant britannique, a été nommé conseiller principal en gouvernance à Obialgeli Ezekwesili, le vice-président pour la Région Afrique de la Banque mondiale, en Janvier 2009. Auparavant, il était directeur intérimaire de la politique pour le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni et chef du Growth and Investments Group. De 2003 à 2005, il a été Directeur de pays pour le DFID au Nigéria, et avant cela il a travaillé pour le DFID à Londres en tant que conseiller économique principal, dans les Caraïbes (1996-99), et dans l'Afrique de l'Est (1989-93) basé au Kenya. Il a travaillé pour la Commission Européenne à Bruxelles sur la conception et la mise en œuvre du nouveau partenariat euro-méditerranéen (1994-96). De 1983 à 1985, William a travaillé pour le gouvernement du Botswana pour le

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

ministère des Ressources minérales et de l'eau. Il est titulaire d'une licence en économie et d'une maîtrise en communication publique et en économie industrielle de l'Université de Newcastle-upon-Tyne en Grande-Bretagne. Il a été VSO en Papouasie-Nouvelle-Guinée entre 1978 et 1979.

Chantal Kisoan

Chantal Kisoan est avocat et ancien chercheur de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud. Elle a participé à la certification de la constitution de l'Afrique du Sud. Elle a obtenu des qualifications *sume cum laude* post-diplôme en droit international des droits de l'homme en Hollande. Elle a été maître de conférences de droit et directeur adjoint du Centre des droits de l'homme à l'Université de Pretoria. Par l'intermédiaire du Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, elle a contribué à réunir les ONG et les OBC africaines pour la Conférence mondiale contre le racisme et la xénophobie en 2001. Elle a beaucoup écrit sur les droits de l'homme, au niveau national ainsi qu'international. Mme Kisoan gère actuellement le programme de l'accès à l'information de la Commission sud-africaine des droits humains (SAHRC). Elle encadre le mandat de la Commission qui inclut la promotion et la protection du droit à l'accès à l'information à travers de multiples niveaux de gouvernement et société sud-africaine.

Joshua Klemm

Joshua est le gérant du programme de l'Afrique pour le Bank Information Center (BIC) qui est une organisation non-gouvernementale basée à Washington et qui fait le plaidoyer pour les réformes progressives de la Banque Mondiale. Il travaille plutôt avec les thèmes de la transparence et la responsabilité gouvernementale. Joshua travaille avec les organisations de la société civile pour engager plus efficacement la Banque Mondiale et pour encourager la Banque de réformer ses politiques. Il aide aussi les organisations de la société civile de contester les projets problématiques de la Banque Mondiale qui ont des impacts négatifs sur l'environnement et les communautés. Avant de rejoindre le BIC en avril 2006, Joshua a travaillé avec le groupe local représentant de Transparency International à Freetown en Sierra Leone. Il a travaillé aussi avec le National Accountability Group et il a servi comme conseiller avec le Centre for Economic and Social Policy Analysis (CESPA), un laboratoire des idées de Sierra Leone. Joshua a reçu son diplôme à l'Université de James Madison et il a passé un an à l'Université de Ghana-Legon. Il parle le français et le Krio de Sierra Leone.

Mamadou Kouyate

Après des études de journalisme à l'Université de Dakar, Mamadou Kouyate a exercé cette profession pendant quinze (15) ans, d'abord au quotidien national « L'ESSOR » (1978- 1982), ensuite en qualité de Rédacteur en Chef de l'hebdomadaire sportif et culturel « PODIUM », de 1982 à 1993, tout en continuant à collaborer avec le quotidien national, les deux organes appartenant à la même direction, l'Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP). A partir d'Avril 1993, il a fait son entrée au cabinet du Ministre de la Jeunesse et des Sports en qualité de Conseiller Technique, chargé de la Communication. En Octobre 1998, sollicité par le Comité d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football, il a occupé jusqu'à la fin de cette compétition (Mars 2002) le poste de Chef de la sous-commission Média. A ce titre, il a collaboré avec la commission correspondante de la Confédération Africaine de Football à l'accréditation et au management de la presse sportive autorisée à couvrir cet événement. Pendant un an (Juin 2002- Juillet 2003), il a exercé la fonction de Conseiller Technique, chargé de la communication, au Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies. Sollicité par le Ministère de l'Economie et des Finances pour prendre le relais d'un projet financé par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) dans le cadre de la mobilisation des recettes et de l'élargissement de l'assiette fiscale, il dirige, depuis Juillet 2003, la Cellule Communication de la Direction Générale des Impôts du Mali. A ce titre, il est chargé de

l'élaboration de la politique de communication et de la définition des stratégies de communication. Depuis 2006, il est le point focal de son administration auprès du Commissariat au Développement Institutionnel pour la mise en œuvre de la Stratégie d'Accès à l'Information au Sein de l'Administration (SAISA).

Emmanuel Kuyole

Coordinateur de la région africaine pour le Integrated Social Development Center (ISODEC) en Ghana, Emmanuel Kuyole conduit la recherche, le plaidoyer, l'assistance technique et le renforcement des capacités pour les régions Ouest et Sud de l'Afrique. Au cours des huit dernières années, Emmanuel a travaillé sur des campagnes de justice économique au ISODEC. Avant cela, Emmanuel était l'agent de programme pour le Structural Adjustment Participatory Review Initiative, chargé d'examiner l'impact des prêts et des conseils stratégiques dans certains pays africains. Emmanuel a également joué un rôle central dans l'élaboration d'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), l'approche ambitieuse de Ghana.

Alfredo Libombo

Alfredo Libombo, journaliste professionnel, a commencé à travailler comme reporter à Radio Mozambique en 1976, un an après l'indépendance de Mozambique du Portugal. Il a ensuite travaillé pour le journal SAVANA, un des premiers journaux indépendants après l'adoption de la démocratie en Mozambique en 1992. Il a une riche expérience comme formateur du journalisme et sur les questions des droits de l'homme. Il est actuellement le directeur exécutif de MISA-Mozambique, un chapitre de MISA (Media Institute of Southern Africa / l'Institut des Médias de l'Afrique australe), une organisation régionale qui vise à promouvoir un environnement libre, indépendante, pluraliste, durable, et compétente comme fondation de l'expression libre. Il a travaillé depuis 2001 dans des efforts visant à promouvoir la liberté de l'expression et des médias en tant qu'élément essentiel de la démocratie. Il a coordonné les efforts pour le projet de loi sur l'Accès à l'Information, qui a été présenté au Parlement mozambicain en 2005, mais pas encore déposés. Limbobo a aussi coordonné le plaidoyer et la mise en œuvre de la campagne ASK pour l'adoption de la législation sur l'accès à l'information en Mozambique.

Henry Maina

Henry O. Maina est un spécialiste des sciences sociales et l'actuel directeur du chapitre de l'Afrique de l'Est d'Article 19, basé à Nairobi. Il dirige actuellement une équipe qui développe des programmes de l'accès à l'information au Burundi, Djibouti, Éthiopie, Érythrée, Kenya, Soudan, Somalie, Tanzanie, Rwanda, Somalie et l'Ouganda et les Seychelles. Un de ces programmes s'occupe de l'accès à l'information et de la santé au Kenya et au Nigeria. Article 19 est une des ONG internationales principales qui travaille à promouvoir et à protéger les droits de la liberté d'expression et la liberté de l'information. Henry a plus de 10 ans d'expérience en droits de l'homme et les questions de la justice pénale. Il a auparavant travaillé pour la Fondation des ressources juridiques en tant que coordonnateur des programmes et directeur exécutif adjoint. Il est titulaire d'une maîtrise en droit du développement international et des droits de l'homme de l'University of Warwick au Royaume-Uni. Il s'est spécialisé dans la gouvernance et les droits de l'homme. Il est également journaliste formé avec un diplôme d'études supérieures de l'école de journalisme de l'University of Nairobi. Il a écrit des articles de fond et des commentaires pour trois grands quotidiens de la région : *The Daily Nation*, *The Standard*, et *The Monitor* pendant les sept dernières années.

Steve Manteaw

Kabakumba Masiko

Patrick Matibini

Donat M'baya Tshimanga*

M'Baya Tshimanga a reçu son diplôme de licence en sciences et techniques de l'information à l'Institut des Sciences et Techniques de l'Information à Kinshasa. Il a commencé son carrière journaliste en 1988 comme rédacteur en chef du journal congolais « Finance » qui deviendra « Le Soft ». De 1991 à 1992 il a servi comme éditeur-directeur de l'hebdomadaire « Le Soleil du Crépuscule ». En 1998 Monsieur Tshimanga a fondé l'ONG congolaise de défense de la liberté de la presse dénommé « Journaliste en Danger (JED) ». Cette organisation fait partie de l'International Freedom of Expression Exchange à Toronto. Depuis 2001 à ce jour il est membre du jury du prix international de Reporters sans frontières/Fondation de France pour la liberté de la presse dans le monde. En 2000 il a été membre de la mission d'enquête de Reporters sans frontières sur les journalistes portés disparus ou assassinés en Algérie. Il a participé au séminaire international sur la liberté d'expression en Afrique organisé à Johannesburg, Afrique du Sud par la Commission Africaine des Droits de l'homme et Article 19 qui a élaboré la Déclaration des principes sur la liberté d'expression en Afrique adopté par l'Union Africaine. Il a été un formateur et participants à plusieurs séminaires, ateliers et études à travers le monde sur les questions de la liberté d'expression, du traitement de l'information et de la sécurité des journalistes.

Marcos Mendiburu

Marcos Mendiburu est titulaire d'une maîtrise en communication publique et en affaires internationales, avec une spécialisation en le développement économique et social, de l'University de Pittsburgh. Il a également poursuivi des études supérieures en relations internationales en Argentine, à la *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* (FLACSO), où il a travaillé pendant environ cinq ans. Marcos a rejoint la Banque Mondiale en 1999, où il a dirigé et soutenu plusieurs initiatives sur l'accès à l'information, sur la transparence, et sur la responsabilité sociale dans des régions variées du monde, y compris l'Europe et l'Asie Centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud. En mettant en œuvre les activités ci-dessus, il a forgé des partenariats avec des institutions internationales, des organismes publics locaux, et des ONG. Le premier juillet, 2006, il a rejoint le programme de l'accès à l'information de la Banque Mondiale (WBI), dont il coordonne actuellement. Dans le cadre de son travail de promouvoir la bonne gouvernance, il a mis l'accent sur les initiatives qui encourage l'accès à l'information publique à travers le dialogue politique, l'aide technique, et le partage des connaissances. Il soutient actuellement ce type d'efforts en Argentine, en Chili, en El Salvador et en Bangladesh, entre autres, et il est le coordonnateur de l'Access to Information Working Paper Series à la Banque Mondiale.

Emmanuel Mensah

Emmanuel Kwame Mensah est l'agent de programme pour Right to Information chez Commonwealth Human Rights Initiative, bureau d'Afrique. Sa formation est en sciences biologiques, études de développement et études de communications. Il a beaucoup travaillé avec les Nations Unies comme agent de programme auprès du bureau de l'International Labour Organisation (ILO) au Ghana. Emmanuel coordonne le projet Right to Information du CHRI bureau d'Afrique.

Francina Mhundwa

Francina Mhundwa a étudié le droit au Botswana de 1990 à 1996, après quoi elle a travaillé dans le domaine de genre, de droits humains, de politiques juridiques et de recherche au Zimbabwe. En 1999, elle a étudié pour une maîtrise en droit international des droits humains à l'Université d'Essex, Royaume-Uni. Elle est revenue au Zimbabwe où elle est devenue membre de Save the Children UK en tant que gestionnaire de protection de l'enfance, en se concentrant sur l'accès des enfants aux droits de l'homme, sur la formation aux principes des droits de l'enfant, et la protection des enfants en cas des urgences. Elle a ensuite rejoint Lawyers for Human Rights, basée en Afrique du Sud, où elle était la personne-ressource et conseiller auprès d'un réseau régional sur l'accès à la justice et les droits socio-économiques. Elle fait actuellement partie du programme de gouvernance économique chez IDASA en tant que chef de l'action sociale. Elle gère un projet appelé *Right to Know, Right to Education* qui vise à améliorer la gouvernance économique par l'engagement citoyen informé.

Elisabeth Missokia

Elizabeth Missokia a plus de 11 ans d'expérience dans le développement des capacités organisationnelles et institutionnelles, dans la gestion du programme, et dans les questions de l'éducation en Tanzanie et d'autres parties de l'Afrique. Ses autres compétences comprennent la surveillance et l'évaluation participative, la proposition des projets, le développement des stratégies, le développement communautaire, l'analyse du budget et de la politique, et les droits de l'enfant et des femmes. Mme Missokia a travaillé avec CARE International en tant qu'agente du projet sur les filles et l'éducation, et elle a siégé au comité consultatif technique sur l'éducation en Afrique. Elle a également travaillé avec l'USAID en tant que conseillère pour les questions des femmes et comme spécialiste de la gestion des programmes. Mme Missokia a rejoint HakiElimu en tant que directrice exécutive en septembre, 2009. La programme stratégique de HakiElimu est guidé par le thème de la qualité de l'éducation, avec le but de voir que chaque personne en Tanzanie a l'accès à une éducation de qualité dans des écoles qui respectent la dignité, qui encouragent la créativité et la pensée critique, et qui soutiennent l'équité, la justice, et la démocratie, ce qui est en tout le propre droit de chaque personne. HakiElimu s'efforce d'atteindre ce but en soutenant les communautés à transformer les écoles et à influencer la politique, à stimuler le dialogue public créatif, et à organiser pour changer. HakiElimu fournit l'espace et facilite les citoyens d'être informé et de s'organiser pour améliorer l'éducation et la démocratie.

Betty Mould-Iddrisu

Clement Mshana

Clément Mweta Mshana est directeur des services d'information et porte-parole du gouvernement de la République-Unie de Tanzanie. Il est responsable de l'enregistrement de journaux, du maintien d'une bibliothèque de vidéos et photos des événements, y compris les activités des chefs de gouvernement, et de la production d'un magazine sur les activités publiques et les questions de développement. Il est meneur d'un site web pour que le public puisse envoyer des plaintes et des conseils aux dirigeants du gouvernement via SMS, e-mail, ou des lettres. Ces plaintes reçoivent des réponses en cinq jours. Dans les années 1970, il s'est rejoint à la station publique Radio Tanzania. En 1999, comme Directeur des nouvelles et des affaires de courant à Tanzania National Television (TvT), M. Mshana a créé la salle de rédaction actuelle. En 2004, Radio Tanzania s'est fusionnée avec la télévision nationale (TvT) pour former le Tanzania Broadcasting Services. M. Mshana a ensuite été nommé directeur général intérimaire et directeur de projets jusqu'en avril 2009, lorsque M. Mshana a été nommé directeur des services d'information. Il est titulaire d'une maîtrise en journalisme international de l'University of Westminster à Londres, d'une licence en sciences politiques et en administration de l'University of Dar es-Salaam, et un diplôme en journalisme du Tanzania School of

Journalism. Il s'intéresse à l'environnement, la santé, et les questions des enfants et des femmes. Il est fondateur du Journalists Environmental Association, qui couvre les questions environnementales et de développement.

Shamiso Mtisi

Akere Muna*

Akere T. Muna est fondateur et ancien président de Transparence Internationale (TI) Cameroun. Un avocat de formation, il est Président de l'Union Panafricaine des Avocats et ancien Président de l'Association du Barreau du Cameroun. En octobre 2008, Akere Muna a été élu Président du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (**ECOSOCC**). M. Muna est membre de plusieurs commissions nationales pour les réformes légales et pour la lutte contre la corruption. Il est également membre du Conseil International Anti-Corruption. M. Muna exerce toujours le droit et est Associé Gérant de Muna, Muna and Associates, un des plus anciens cabinets d'avocats au Cameroun. Il a été membre de la Commission Ad-hoc Nationale pour la Lutte contre la Corruption et a été Observateur du Commonwealth pour les élections au Zanzibar en 2000. Il a été nommé membre du Comité d'Audit de Haut Niveau de l'Union Africaine en août 2007. Ce Comité a entrepris un audit général des Organismes et des Institutions de l'Union Africaine ainsi que de la nature des relations entre ces derniers. Le Comité a achevé son travail en février 2008. M. Muna s'est activement impliqué dans le groupe de travail de Transparence Internationale qui a aidé à rédiger la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption, et a écrit un guide sur la Convention publié par Transparence Internationale. Il a été élu au Conseil d'Administration de Transparence Internationale au cours de la Réunion Annuelle de 2004, a été élu Directeur Adjoint du Conseil d'Administration de TI en 2005, et a été réélu à ce poste au cours de la Réunion Annuelle de 2008.

Innocent Mwape

Venkatesh Nayak

Trevor Ncube*

Trevor Ncube est Directeur Exécutif Adjoint du *Mail & Guardian Media Group (Afrique du Sud)*, qu'il a acheté en 2002. Il est également fondateur, propriétaire et directeur exécutif de deux journaux au Zimbabwe, à savoir le *Zimbabwe Independent* et *The Standard*. Ncube est aussi propriétaire de Munn Marketing, une compagnie de distribution de magazines et de journaux au Zimbabwe et StrandMultiprint, une compagnie d'imprimerie pour le secteur commercial et l'industrie des journaux. Ncube a commencé dans le journalisme en 1989 quand il a été nommé adjoint au rédacteur en chef de *Financial Gazette* au Zimbabwe. En 1991, il a été promu au poste de Rédacteur en Chef et, en 1994, il a reçu la Récompense de Rédacteur en Chef de l'Année au Zimbabwe. Ncube a été Président de la Presse Ecrite de l'Afrique du Sud et Président de l'Association des Journaux de l'Afrique du Sud de 2004 à 2008. Il a été Président du Conseil d'Administration du Southern African Regional Poverty Network (2004 à 2007) et de Institute for War & Peace Reporting (2004 à 2008). Ncube a également été membre du conseil international de l'Association Mondiale des Journaux (2004 à 2008) basée à Paris. Ncube a un Bachelor of Arts avec mention très bien en histoire économique (Université du Zimbabwe). Il a suivi le Advanced Management and Leadership Programme à Said Business School à l'Université d'Oxford en juin/juillet 2009. Il est né à Bulawayo en 1962. Ncube a obtenu la bourse Print Media S.A. en 2006. Il a reçu le Freedom Prize Award de International Publishers Association en 2007. Il a également reçu le German Africa Award en 2008. Il a fait des

présentations dans tout le monde. Ncube a récemment été nommé co-président de l'Initiative des Médias d'Afrique (Africa Media Initiative). Il est marié à Nyaradzo et ils ont un fils de 22 ans, Keith, et une fille de 3 ans, Maya. Il aime lire, est un golfeur assidu et adore voyager. Ncube est un catholique dévot.

Anne Nderi

Anne Nderi est un avocat de la Haute Cour du Kenya. Elle est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Nairobi, et d'un diplôme post-licence de l'École de droit du Kenya. Anne est agent de projet pour le programme de politiques et de sensibilisation à la Commission internationale de juristes (ICJ-Kenya). Elle a beaucoup d'expérience dans la gestion de la mise en œuvre des projets, des rapports aux donateurs, et à la recherche de politiques. Anne dirige le réseau de la liberté de l'information, un réseau de douze organisations vise à l'implémentation de la loi sur la liberté de l'information au Kenya. Anne a suivi un cours de rédaction législative qui lui a permis de formuler des politiques et des projets de loi. Anne est membre de la Law Society of Kenya.

Laura Neuman*

Laura Neuman est Directeur Adjoint, Programme des Amériques, et Chargée de Projet Accès à l'Information au Centre Carter. Elle dirige, développe et met en œuvre les projets de transparence du Centre Carter, y compris les projets en Jamaïque, en Bolivie, au Nicaragua, au Mali, au Libéria, et en Chine, et au niveau de l'hémisphère en Amérique. Elle a récemment organisé et géré la Conférence Internationale sur le Droit à l'Information Publique qui a réuni plus de 125 participants représentant 40 pays, et a organisé une conférence qui a émané de cette première conférence, la Conférence Américaine sur le Droit à l'Information Publique. Mme Neuman a édité six guides, distribués à grande échelle, sur comment favoriser la transparence et empêcher la corruption ; elle a été publiée dans un certain nombre de livres et d'articles, et a fait des présentations dans de nombreux séminaires internationaux sur la législation, la mise en œuvre et la mise en application de l'accès à l'information. Mme. Neuman est membre du groupe de travail de Initiative for Policy Dialogue sur la transparence, un Associé International de Open Democracy Advice Center, Afrique du Sud. Mme. Neuman a été consultante auprès de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, et de plusieurs gouvernements. Mme. Neuman a dirigé et a participé à de nombreuses missions internationales de contrôle des élections. Avant d'intégrer le Centre Carter en août 1999, elle était Avocate Senior pour le Droit des Personnes Agées à Legal Action of Wisconsin. Elle est diplômée de la Faculté de Droit de l'Université du Wisconsin.

Tavinder Nijhawan

Priscilla Nyokabi

Benson Ochieng

Adhiambo Odaga

Sina Odugbemi

Sina Odugbemi est chef de projet pour le Communication for Governance and Accountability Program (CommGAP) de la Banque Mondiale. Il est également chef du cabinet de la gouvernance et de la réforme dans le département de la communication opérationnelle. Il a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

du journalisme, du droit et de la communication pour le développement. Avant de rejoindre la Banque Mondiale en 2006, il a passé sept ans dans le ministère du développement du Royaume-Uni (DFID). Son dernier poste était gestionnaire et conseiller du programme de l'information et de la communication pour le développement. M. Odgubemi est titulaire d'une licence en anglais (1980) et en droit (1986) de l'Université d'Ibadan et d'une maîtrise en la philosophie juridique et politique (1999) de l'University College London (UCL), ainsi qu'un doctorat en droit (2009) de UCL sur le thème *Public Opinion and Direct Accountability between Elections : A Study of the Constitutional Theories of Jeremy Bentham and A.V. Dicey*. Les publications de M. Odgubemi comprennent un roman intitulé *The Chief's Granddaughter* (Spectrum Books, 1986) et deux éditions qu'il a co-rédigé : *With the Support of Multitudes- Using strategic communication to fight poverty through PRSPs* (2005) et *Governance Reform under Real-World Conditions : Citizens, Stakeholders, and Voice* (2008).

Edetaen Ojo*

Edetaen Ojo est Directeur Exécutif de l'Observatoire pour la Liberté de la Presse, une organisation à but non lucratif basée à Lagos, qui travaille pour la défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. En tant que « responsable des délégués », il dirige également International Freedom of Expression Exchange (IFEX), un réseau mondial composé de 88 organisations de liberté d'expression, dont le siège se trouve à Toronto au Canada. M. Ojo est co-directeur de la Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (FMAO), une organisation non-gouvernementale de défense de la liberté de la presse pour l'Afrique de l'Ouest, basée à Accra. Il a un diplôme de Master of Arts en Journalisme International de la City University à Londres et a 25 ans d'expérience dans le journalisme. Un ancien professeur invité du Centre de Communication et de Journalisme DeWitt Wallace de Duke University en Caroline du Nord, aux Etats-Unis, il travaille depuis plus de 15 ans sur les questions de la Liberté d'Information, de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, du développement des médias, des droits de l'homme, et de la démocratie, au Nigéria, et au niveau régional et international. M. Ojo a précédemment été membre du Comité de Direction du Forum Mondial pour le Développement des Médias (GFMD) ; il a été membre du Groupe de Travail de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA) ; il a coordonné des consultations pour Renforcement des Médias d'Afrique (Strengthening Africa's Media STREAM); et il a été membre du Groupe Consultatif de l'Initiative pour le Développement des Médias en Afrique (AMDI).

Lambert Mende Omalanga

Jean-Baptiste Otshudi

Né le 25 novembre 1968 à Kinshasa/R.D. Congo, Jean Baptiste Otshudi Disashi Kalonda est Licencié en Droit de l'Université de Kinshasa en 1995. Avocat au Barreau de Kinshasa/Gombe en mai 1998. A partir de 2005, il est cadre au Centre d'Evaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi précieuse, Entreprise Publique. Il sied de relever qu'entre 1996-2009, il a servi par intermittence comme Conseiller au Cabinet du Premier Ministre, au Secrétariat Général du Gouvernement, au Ministère du Portefeuille et auprès du Vice- Premier Ministre de la Reconstruction. Au sein de la société civile, Il est Président de l'Amitié Congo-Usa (AMICUS), organisation non gouvernementale regroupant les anciens participants aux programmes d'échanges parrainés par le Gouvernement des USA, organisatrice du séminaire national sur l'accès à l'information publique à l'issue duquel un avant-projet de loi a été produit. Il a une expertise en droit des Entreprises publiques, en droit des investissements et en droit minier. Il a également une expertise en politique intérieure de la R.D.Congo.

Jean-Jacques Otshudiema

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Bolaji Owasanoye

Professeur Owasanoye est un défenseur socio juridiques des droits humains. Il combine son travail de professeur de droit à le Nigerian Institute of Advanced Legal Studies, (NIALS) avec la direction exécutive du Human Development Initiatives (HDI), une des ONG de défense des droits de premier plan dans le Nigéria. Il consulte pour des organisations d'état, nationales, et internationales, y compris UNITAR, l'UNICEF, ILO/IPEC, le DFID, et la Banque Mondiale, sur le droit et la réforme des politiques, et aussi sur les droits des femmes et des enfants. Il est chargé de recherche de l'UNITAR avec une expertise en droit de la dette publique, en la rédaction législative, et en les projets de développement. Il est membre des comités de révision du droit au niveau de l'état et au niveau fédéral au Nigeria et il est membre du conseil de l'Association du barreau nigérien dans le secteur du droit de l'intérêt public et du développement. Il est aussi président du Governing Council Office of Public Defender (agence de l'aide juridique) sur le Ministère de la Justice de l'état de Lagos. Il a initié plus de trente projets de développement sur les droits des femmes et des enfants, la réforme du droit et de la politique, l'autorité de la loi. Il a plus de cinquante publications dans des revues locaux et internationales. Il est actuellement directeur de recherche au NIALS et un clergé non stipendiaire à la Chapelle œcuménique de la université. Il est marié avec des enfants.

Nana Oye Lithur

Nana Oye Lithur est la Présidente-Directrice Générale du Human Rights Advocacy Centre. Elle est avocate et défenseur des droits humains. Elle est titulaire d'une licence en droit (LL.B) de la Faculté de droit, University of Ghana, et d'une maîtrise (LL.M.) de l'University of Pretoria, Afrique du Sud. Elle est l'ancien coordonnateur du bureau régional d'Afrique de la Commonwealth Human Rights Initiative, où elle coordonnait les programmes CHRI sur la responsabilité de la police, la liberté d'information et l'accès à la justice au Ghana et en Afrique. Elle est membre du comité de surveillance du Africa Freedom of Information Centre qui coordonne et surveille les activités des pays africains à l'égard de la RTI / FOI et qui coordonne la Coalition de la liberté d'Information au Ghana, coalition qui défend l'adoption d'une loi du droit à l'information. Nana a mené un sondage pour OSI et l'Open Democracy and Advisory Centre (ODAC), Afrique du Sud en 2004, sur le classement des demandes d'information dans les établissements publics au Ghana, et elle a organisé la Conférence régionale africaine sur l'accès à l'information, Accra, Ghana (2007). Au Ghana, elle est panéliste et animatrice pour des émissions du télévision et de la radio nombreuses, et elle a écrit plusieurs articles dans la presse écrite sur la liberté de l'information. Elle a été honorée par l'University of Pretoria, Afrique du Sud avec le Vera Chirwa Award for Human Rights pour son exécution exceptionnel de protection des droits de l'homme en Afrique en 2007. Elle est porteur du flambeau mondial, parmi les 100 sélectionnés par le gouvernement du Danemark. Elle est commissaire de la Commission ghanéenne de réforme du droit, et aussi une commissaire de la Commission nationale des médias. Elle est également membre du conseil de la Commission SIDA du Ghana.

Gary Pienaar

Gary Pienaar est titulaire d'une licence (mention bien) en LL.B de l'University of Witwatersrand à Johannesburg ; plus tard, il est devenu représentant légal de la Haute Cour d'Afrique du Sud, et il a exercé au barreau à Johannesburg. Il a travaillé pour le Bureau du Protecteur du Citoyen (médiateur national) entre 1997 et 2008, notamment en tant que gestionnaire de province du Cap-occidental depuis 2000. Pendant ce temps, il a obtenu une maîtrise en études politique et de valeur de l'University of Stellenbosch, avec une thèse sur les droits de l'homme en vertu de la politique « African Renaissance » du président sud-africain Thabo Mbeki. Depuis Mars 2008, il a travaillé comme chercheur principal: la gouvernance et l'éthique pour

le programme de la gouvernance économique d'Idasa et leur service de l'information politique et de la surveillance. Son travail traite les questions de la gouvernance économique mondiale, en particulier les questions de la transparence, la responsabilité, et la participation public dans les opérations des institutions financières internationales, grâce à l'initiative mondiale pour la transparence, dont Idasa est un membre fondateur. Idasa est un organisme d'intérêt public indépendant basé en Afrique du Sud qui s'est engagé à promouvoir la démocratie durable, fondée sur la citoyenneté active, les institutions démocratiques, et la justice sociale.

Suzanne Piotrowski*

Suzanne J. Piotrowski est Professeur Adjoint en Affaires Publiques et Administration à Rutgers University-Newark. Pendant l'année universitaire 2009/2010, elle occupe le poste de Professeur de Faculté auprès du Chancelier. Professeur Piotrowski a fondé et est médiateur du serveur de liste Réseau International de Recherche sur la Transparence et la Confidentialité (International Transparency and Secrecy Research Network listserv). Elle a obtenu un doctorat (PhD) en sciences politiques de l'Ecole des Affaires Publiques à American University à Washington et un Master d'Administration Publique de l'Université de Delaware. Les recherches du Dr Piotrowski se concentrent sur les valeurs « nonmission » dans l'administration publique, y compris la transparence administrative et l'éthique. Ses recherches actuelles se concentrent sur la définition et l'évaluation de la transparence au niveau municipal. Elle a écrit le livre « La Transparence des Gouvernements dans le Mouvement de Réforme Administrative » publié par State University of New York Press (2007). En 2010, la maison d'édition Lexington Books publiera le livre de Mme Piotrowski « La Transparence des Gouvernements et la Confidentialité : Relier la Littérature et le Débat Contemporain ».

Sanjay Pradhan*

Mr. Sanjay Pradhan est Vice Président de l'Institut de la Banque Mondiale (WBI) depuis octobre 2008. Auparavant, M. Pradhan était Directeur, Gouvernance du Secteur Public, à la Banque Mondiale. Il était chargé de fixer les directions stratégiques pour le travail global de la Banque Mondiale dans tous les pays membres pour améliorer la gouvernance du secteur public et lutter contre la corruption. M. Pradhan avait précédemment été Chef de Secteur, Secteur Public et Réduction de la Pauvreté pour la région de l'Asie du Sud, à la Banque Mondiale ; une région qui comprend le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. Il était précédemment chargé, à la Banque, de gérer le département de soutien à la gouvernance et aux réformes du secteur public dans 26 pays en Europe Centrale et Europe de l'Est et dans l'ancienne Union Soviétique, y compris la Russie, l'Ukraine, la Turquie, la Hongrie, la Pologne, le Kazakhstan, parmi d'autres pays. M. Pradhan a été Auteur Principal du Rapport sur le Développement dans le Monde (RDM) 1997 *La Place de l'Etat dans un Monde en Evolution*. Il a présenté le RDM dans 20 pays dans différentes parties du monde, à travers des conférences de presse, des séminaires de haut niveau, et des présentations pour des Chefs d'Etat et le Parlement, y compris à la Chambre des Communes Britannique. Il est l'auteur de nombreuses publications y compris des articles, des livres, et des exposés de politique générale. M. Pradhan a obtenu un doctorat (PhD) de l'Université d'Harvard en 1988, et un Bachelor of Arts de Harvard College, Université d'Harvard, en 1982. L'Institut de la Banque Mondiale est l'un des instruments principaux de la Banque Mondiale pour le développement des aptitudes des personnes, des organisations et des institutions à travers l'échange de connaissances entre ces pays. WBI conçoit et distribue des programmes d'éducation qui permettent aux décideurs, aux fonctionnaires, aux experts techniques, aux leaders du monde des affaires, aux acteurs de la communauté, aux parlementaires, aux acteurs de la société civile, ainsi qu'aux universités et instituts de formation sur le terrain, de développer des compétences analytiques et techniques, et des réseaux de relations pour soutenir le développement. En 2008, 39 500 personnes ont participé aux

programmes de WBI, dont 50 pourcent étaient des officiels gouvernementaux, 30 pourcent étaient originaires de l'Afrique Sub-saharienne, et 34 pourcent étaient des femmes.

Peter Quaqua

Peter Quaqua est le troisième de neuf enfants des parents libériens du canton Lofa. Il est actuellement président du Press Union of Liberia, l'organisation des journalistes et des institutions médiatique en Liberia. Il était anciennement secrétaire général adjoint de l'Union entre 2004 et 2006, et secrétaire général entre 2006 et 2008, avant d'être élu président. Il a 14 ans d'expérience de travail comme journaliste en Liberia pendant et après le conflit, pour le gouvernement et pour la presse privée (la radio, la presse écrite, et l'internet). Peter a passé sept de ces quatorze ans à préconiser les droits médiatiques, la liberté de la presse, et la liberté de parole par ses postes dans le Press Union of Liberia. Il a étudié la communication et les sciences politique à l'University of Liberia, dont il est devenu titulaire d'une licence. Il a des certificats en production de la radio de l'Egyptian Institute for African Broadcasters à Caire et il est un Chevening Fellow du University of York Management and Post-conflict Recovery Studies- Angleterre, Royaume-Uni. Chevening est un programme de bourse d'études de British Council. Peter a présenté quelques papiers y compris « In Defense of Journalists » et « The Impact of Regional and International Dynamics on Reintegration Programmes. »

Jeannette Quarcoopome

Jeannette Quarcoopome est actuellement la directrice des programmes de la Fondation des Médias pour l'Afrique occidentale, une organisation régionale de défense des droits médiatique et de la liberté de l'expression basée à Accra, au Ghana. Elle est titulaire d'une licence en histoire et en anglais de l'University of Ghana, d'un diplôme d'études supérieures en journalisme et communication de masse, et d'une licence en droit (LL.B) de l'école de Ghana School of Law. Elle a également participé au Media Law Advocates Programme à Oxford University, Royaume-Uni. Avocat et journaliste de formation, elle a occupé des postes divers à Ghana News Agency, à la Section des Affaires Publiques de l'Ambassade des Etats-Unis à Accra, et elle est membre du conseil d'administration de New Times Corporation, les éditeurs d'un journal national (Ghanéen Times). Elle a coordonné plusieurs conférences régionales et sous-régionales. Elle a participé à plusieurs sessions de la Commission africaine sur le droit de l'homme et des peuples et a servi comme facilitateur, formateur, personne-ressource et conférencière sur la liberté des médias, la liberté d'expression, et les droits de l'homme aux événements dans plusieurs pays.

Rakesh Rajani*

Rakesh R. Rajani est Directeur de Twaweza (qui veut dire « nous pouvons y arriver » en swahili), une nouvelle initiative, sur dix ans, pour renforcer l'accès à l'information, l'action des citoyens et la prise de responsabilité publique en Afrique de l'Est. Jusqu'à la fin 2007, il a été Directeur Exécutif fondateur de HakiElimu, une organisation indépendante qui soutient l'engagement public et permet aux citoyens d'inciter le gouvernement à faire face à ses responsabilités en Tanzanie. Les centres d'intérêt de Rakesh comprennent les connexions entre l'information, la pression publique et la prise de responsabilité sociale ; l'économie politique des décisions ; et la transparence du budget et l'engagement public. Rakesh est membre et conseiller pour plusieurs Conseils d'Administration, y compris Aidspan – un organisme de contrôle du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, Partenariat Budgétaire International (IBP), la Fondation pour la Société Civile en Tanzanie (FCS), le Fonds pour les Média Tanzaniens (TMF), le Conseil Consultatif pour la Gouvernance de Research on Poverty Alleviation (REPOA), et l'initiative des Fondations Hewlett/Gates pour une Education de Qualité dans les Pays en Voie de Développement (QEDC).

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

Il est également professeur invité à l'Université d'Harvard depuis 1998, et s'est impliqué dernièrement dans l'Initiative Conjointe de Recherche sur les Enfants et le VIH/SIDA (JLICA). Rakesh a écrit et/ou édité plus de 300 articles, revues populaires, et éditoriaux en anglais et en swahili.

Ngoako Ramathodi

Ayub Rioba

Emmanuel Saffa Abdulai*

M. Emmanuel Saffa Abdulai est le fondateur et directeur exécutif de « Society for Democratic Initiatives, » une ONG qui se concentre sur la liberté d'information, l'éducation sur les droits de l'homme, la liberté d'expression, l'aide juridique, le contrôle des prisons, et des campagnes anti-corruption en Sierra Leone. Comme avocat, il est aussi rédacteur en chef de « *Demo-Rights Magazine* » et auteur de plusieurs d'articles et de rapports sur les droits de l'homme dans la région. Un champion de la liberté d'expression et d'information, M. Abdulai a rédigé la loi de la liberté d'information en Sierra Leone en 2005. Il est membre du comité directeur de « International Media Lawyers Association, » un réseau mondiale d'avocats des médias basé à l'Université d'Oxford. Il est également membre de « West Africa Media Defenders Network, » un réseau d'avocats des médias dans la sous-région qui fournit des services juridiques aux journalistes sur les questions de la liberté d'expression. M. Abdulai est actuellement un « Reagan-Fascell Fellow » au forum des études démocratiques à la « National Endowment for Democracy » à Washington, DC, où il étudie la relation entre la liberté d'information et la malédiction des ressources, et comment son pays peut réussir à gérer l'abondance des ressources naturelles.

Patrick Schmidt*

Patrick Schmidt est professeur associé de sciences politiques et co-directeur du programme pour les études de droits à Macalester College à Saint Paul, dans le Minnesota. Il a obtenu son doctorat en sciences politiques à Johns Hopkins University. Après son doctorat, il a été chercheur au centre des études de droits et de sociologie à Oxford, puis professeur de sciences politiques à Southern Methodist University à Dallas, dans le Texas. Son travail inclut des livres sur la politique réglementaire, sur des méthodes de recherche empirique dans les études de droits, et sur l'implémentation des droits de l'homme dans les droits intérieurs. Il a aussi publié plusieurs articles et des textes sur La Cour Suprême des Etats-Unis, les litiges, et les processus administratifs. Actuellement, il fait des recherches sur les défis légaux qui s'agissent de la divulgation dans plusieurs situations y compris des titres, la liberté de l'information publique, et les limites de financement des campagnes dans le système électoral américain.

Tomas Selemane

Gilbert Sendungwa

Gilbert Sendungwa est titulaire d'une maîtrise en études de gestion et d'un diplôme de troisième cycle en planification de projet de l'Uganda Management Institute. Il a obtenu une licence en travail social et en l'administration sociale de Makerere University en 1998. Il a travaillé avec des ONG internationaux dans les champs des droits de l'homme, de l'éducation, de la santé, du SIDA, de la bonne gouvernance, de l'environnement, du renforcement institutionnel et du renforcement des capacités. Son expérience de travail avec des groupes défavorisés au niveau des communautés a déterminé et influencé son travail au niveau de la

politique. Il a participé aux activités de la recherche et de soutien en Ouganda et dans la région et il a conçu et mis en œuvre des programmes visant à améliorer la vie, en particulier pour les communautés pauvres et défavorisées. A travers son travail, Gilbert a appris que l'information est un outil puissant du développement de l'autonomie des communautés locales et leurs bénéficiaires, et que l'information peut aussi influencer les développements politiques contre la pauvreté, la corruption, le SIDA, et le sous-développement. Il a travaillé avec Transparency International Uganda, l'International Labour Organisation, Uganda Law Society, et Save the Children entre autres. En Février 2010, Gilbert est devenu directeur exécutif de l'AFIC et il attend que la conférence sur le droit d'accès à l'information sera une occasion d'apprendre et de partager des expériences dans un domaine difficile mais fascinant.

Sahr Momodu Sewah

Ronnie Shikapwasha*

L'Honorable Ronnie Shikapwasha est né le 25 décembre 1947 dans la région du Chibombo en Zambie. Il est actuellement Ministre de l'Information et de la Radiotélévision et le Porte-parole en Chef du Gouvernement de la Zambie. Il a été nommé à ce Ministère en décembre 2008. En tant que Ministre chargé de l'Information et de la Radiotélévision, il supervise la politique et la mise en œuvre de réformes sur la radio et la télévision, et sur les politiques des médias ; il supervise les réformes pour le renforcement de la liberté d'information à travers la défense des médias électroniques et de la presse écrite, dans le secteur public et privé. Suite à son élection en tant que Membre du Parlement représentant la Circonscription de Keembe dans la Région du Chibombo en 2002, il est devenu Ministre de la Zambie en février 2003, et a tenu plusieurs portefeuilles ministériels ; il a été deux fois Ministre des Affaires Intérieures de 2003 à 2004 et de 2006 à 2008, et Ministre des Affaires Etrangères de 2004 à 2006. Il a un diplôme de Master of Arts en Etudes de Défense et Militaires et différents autres diplômes, et est pilote qualifié et instructeur de vol. Au cours de sa carrière politique, il a fait partie du corps diplomatique en tant qu'Attaché de la Défense et Militaire en Tanzanie de 1986 à 1990, avec des accréditations auprès de l'Ouganda, du Burundi, du Rwanda, du Pakistan, de la Mauritanie, et de Madagascar. Il a également été Commandant de l'Air dans l'Armée de l'Air de la Zambie de 1991 à 1997. Il est marié et a neuf enfants.

Rick Snell

Rick Snell est un professeur du droit publique à la faculté de droit à l'Université de Tasmanie. Son intérêt principale est le droit administratif, mais il a étudié et publié un grand nombre des articles sur des thèmes diverse qui incluent l'histoire, les politiques et le Pacifique-sud. Il est considéré un expert sur le droit à l'information publique. Il a travaillé comme enseignant à domicile aux facultés de droit en Nouvelle Zealand, au Canada et en Ireland. Pendant les derniers 8 ans il a été invité à parler sur l'accès à l'information publique, la réforme du droit administratif et le droit publique dans chaque état australien, au Canada, en Nouvelle Zealand, en Fiji, en Indonésie, au Mexique, au Royaume Uni, en Ireland, aux États-Unis, aux Philippines, en Malaisie, au Cambodge et en Afrique du sud. Il a été un agent de la liberté de l'information pour le gouvernement, un conseiller auprès de média, des organisations non-gouvernementales des médiateurs. Il a fait aussi un grand nombre des soumissions sur la reforme du droit et pendant 10 ans a été l'éditeur du FoI Review. I est considéré comme un orateur et écrivain provocant. Il est souvent un présentateur sur les questions légales surtout sur les sujets qui ont l'effet sur la gouvernance. Actuellement il concentre ses efforts sur les connections, les conflits et les contradictions entre le droit à l'information publique et les autres normes légaux et aussi il fait le recherche comparatif sur le médiateur et le droit à l'information publique.

Ibrahim Sorie

L'honorable Ibrahim Sorie est un membre du Parlement de la Sierra Leone en représentant la circonscription électorale de Kambia centrale et il est également membre du Parlement de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria. Le membre du Parlement avec le plus d'ancienneté, il a été un membre haut-placé du Comité présidentiel de la défense, Chef de l'Energie, et membre du conseil exécutif du Groupe national des parlementaires pour l'action mondiale (PGA), président de leur programme de la paix et de la démocratie, et président de l'assemblée parlementaire sur les armes légères. Il est actuellement président de la Commission parlementaire sur l'information et la communication, président du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale - Sierra Leone, et président émérite de la PGA. Il était anciennement vice-ministre de l'Agriculture et des ressources naturelles, Ministre d'état, de commerce, des industries et des entreprises d'état, et président de la partie APC en Kambia. Il a enseigné comme professeur adjoint et a été vice-directeur par intérim et il a servi comme directeur des assurances au National Insurance Company. Il est titulaire d'une licence en enseignement de l'histoire et de la politique de l'Université de Sierra Leone et il a poursuivi un diplôme d'études supérieures en études financières et en gestion des assurances à Glasgow College. Il a rempli les conditions requises pour devenir associé du Chartered Insurance Institute of London et a reçu un diplôme en études de gestion mercatique.

Emil Stalis

Kassé Tidiane*

Mouhamadou Tidiane Kassé est un journaliste d'expérience, consultant dans le domaine des médias et un formateur ayant une solide expérience de travail avec organisations au Sénégal et au niveau international. Directeur de publication au niveau du Groupe de presse *Wal Fadjri*, un des plus respectés du Sénégal, il est rédacteur en chef de l'édition française du bulletin électronique Pambazuka News-plateforme pour la justice sociale. M. Kassé est membre fondateur du groupe de presse Sud Communication en 1986. Il aussi travaillé comme chef du Département Presse de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest. M. Kassé est diplômé de l'école du journalisme à l'université de Dakar en 1982. Il enseigne le journalisme dans de différents instituts à Dakar depuis 1996.

Faith Pansy Tlakula*

Me Pansy Tlakula est Officier Electoral en Chef de la Commission Electorale de l'Afrique du Sud, un poste qu'elle occupe depuis février 2002. Elle a été membre de la Commission des Droits de l'Homme de l'Afrique du Sud (SAHRC) pendant six ans avant d'intégrer la Commission Electorale. Lorsqu'elle travaillait pour SAHRC, elle a été co-convocateur de la première Conférence Nationale sur le Racisme en Afrique du Sud, et a représenté le SAHRC à la Conférence Mondiale contre le Racisme, la Discrimination Raciale, la Xénophobie, et les Intolérances. Elle est l'ancienne Directrice Nationale de l'Association des Avocats Noirs. De 1997 à 2003, Me Tlakula a été Présidente du Conseil de University of the North-West. Elle est actuellement Présidente du conseil d'administration de l'Autorité de Réglementation Nationale de l'Afrique du Sud. Elle est également membre des conseils d'administration d'un nombre de compagnies y compris le Bidvest Group Ltd. En juillet 2005, elle a été nommée membre de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et détient un portefeuille de Rapporteur Spécial sur la Liberté d'Expression et l'Accès à l'Information en Afrique. Par ailleurs, elle est responsable des pays suivants : la Gambie, la Namibie, la Mauritanie, le Swaziland et la Zambie. Elle est également Directrice du Groupe de Travail de la Commission sur des Questions Spécifiques. Me Tlakula a reçu un nombre de récompenses y compris le prix de Rapport / City Press 2006 Prestige Woman, et le prix 2007 de la Femme avec le plus

d'Influence dans la catégorie du gouvernement et des institutions, décerné par CEO Magazine. Me Tlakula a reçu un diplôme de B. Proc de University of the North, un Bachelor of Laws de University of the Witwatersrand, et un Master of Laws de l'Université d'Harvard, et un doctorat honoris causa de droit de Vaal University of Technology. Elle est avocate au tribunal de première instance de l'Afrique du Sud. Elle est mariée à Stanley Tlakula, ils ont le bonheur d'être les parents de deux filles.

Patrick Tumwebaze

Peter Veit

Peter Veit est un spécialiste en réduction de la pauvreté, en justice sociale et en gouvernance de l'environnement avec plus de 25 années d'expérience en développement professionnel. Il a travaillé dans toute l'Afrique et certaines régions d'Asie, et il a vécu pendant de longues périodes en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Veit est actuellement Senior Fellow et directeur régional pour l'Afrique pour Institution and Governance Program (IGP) du World Resources Institute (WRI). Il a travaillé chez WRI depuis 1988 dans une variété de capacités. En 1996, Veit a co-fondé l'IGP et il a régulièrement servi comme directeur intérimaire. IGP soutient les principes fondamentaux de la démocratie et renforce les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises privées qui visent à avancer le bien-être social et à promouvoir le développement durable. Veit est aussi un membre adjoint de la faculté en développement international à Johns Hopkins University, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, où il enseigne des cours sur le développement rural et la réduction de la pauvreté. En outre, Veit donne des conférences sur la protection sociale et les questions de justice environnementale à l'US Foreign Service Institute à Arlington, en Virginie, et il est un consultant régulier à la African Development Bank à Tunis, Tunisie.

Negbalee Warner

T. Negbalee Warner est un membre éminent de la Société Civile de Liberia, où il sert à présent dans plusieurs postes de direction, y compris membre du conseil d'administration du Center for Transparency and Accountability in Liberia (CENTAL), la Fédération de la Jeunesse Libérienne (FLY), et AESEC-Libéria. Il était anciennement président de LINSU et président du conseil d'administration de l'Association des Avocats environnementaux de Liberia (Green Advocates). M. Warner travaille dans le secteur public libérien dans des postes de gestion au Liberia Telecommunications Corporation (SLD) et à la Banque centrale du Libéria. Il a rédigé la Stratégie nationale contre la corruption du Libéria et la loi qui a institué la commission libérienne contre la corruption. Il a également participé à la rédaction du Liberian Whistleblower Bill. Il travaille actuellement comme professeur adjoint de droit au Louis Arthur Grimes School of Law à l'Université de Liberia et comme chef du secrétariat du LEITI. M. Warner est titulaire d'une licence en économie (mention bien) et un LL.B avec honneur de l'Université de Liberia, ainsi qu'un LL.M de Cornell Law School. Il est membre du barreau de la cour suprême de Liberia, du barreau national de Liberia, et du barreau de New York.

Kwame Yankson

CARTER CENTER STAFF:

Sarah Dougherty

Sarah Dougherty est l'associé principal de projet pour l'accès à l'information du projet au Centre Carter. Avant de rejoindre le Centre Carter en 2009, elle a travaillé à la Banque fédérale de réserve d'Atlanta pendant sept ans, en se concentrant sur des sujets tels que la sensibilisation du public aux questions macroéconomiques, l'économie latino-américaine, et les questions énergétiques. Elle détient une maîtrise en économie avec un accent dans la politique publique de la Georgia State University et un baccalauréat de l'Université Colgate.

Jennie Lewis

Jennie Lewis est Senior Associate Director de développement pour l' Programmes paix au Centre Carter. Elle soutient le personnel des programmes de la paix dans la conception et le développement des programmes ainsi qu'elle supervise la culture des donateurs, le dialogue et la gestion des subventions d'un vaste portefeuille des projets notamment l'accès à l'information, la résolution des conflits et la programmation du programme de la démocratie. Mme Lewis travaille en étroite collaboration avec et donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que des fondations, des entreprises et d'autres financements institutions pour identifier les opportunités d'association et stratégies complémentaires d'intervention au niveau mondial. Avant de se joindre au Center Carter Mme Lewis a travaillé à Counterpart International comme. Gérante du programme du développement sur l'équipe de la société civile et a travaillé à InterAction comme une assistante du programme de compagnies associées pour gérer les normes du gouvernance, de la conformité, et relations avec les membres. Elle a reçu ses deux diplômés dans l'administration publique et diplôme de premier cycle en histoire net français de la Louisiana State University.

Kari Mackey

Kari Mackey est le directrice adjointe et coordonnatrice du projet pour l'accès à l' Project Information du Programme des Amériques du Centre Carter. Elle fournit le soutien logistique et administratif pour le projet avec des missions variées dans les pays et les initiatives régionales. Avant de se joindre le Centre Carter, elle a participé dans le programme du stage pour le Program des Amériques du Centre Carter Program au printemps de 2007, où elle a complété des recherches sur le droit à l'accès aux informations publiques. Mme. Mackey travaille actuellement à sa maîtrise dans les sciences politiques avec une spécialisation en relations internationales et politiques comparatives à la Georgia State University. Elle est diplômée summa cum avec distinction un baccalauréat des arts en sciences politiques de la Géorgie State de nombreux prix dont celui du meilleur prix pour son exposé sur la démocratie et les droits de l'homme, à la Conférence de 2007 sur recherche en science politiques en Géorgie aux États. Auparavant, elle a travaillé pendant quatre ans comme un chef du projet adjoint pour Sherwood & Associates, Inc.

Ramiro Martinez

Ramiro Martinez a été analyste financier pour les programmes de paix du Carter Center depuis Janvier 2009. Il a donné un soutien financier Analyste de projets au Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, l'Indonésie et la Chine, et a travaillé avec la surveillance des élections, les conflits de médiation, l'accès à l'information et la formation des médias dans les sociétés divisées. Il possède également huit années d'expérience en tant qu'auditeur et a passé une année d'enseignement espagnol au Japon. Il a un MBA de Mercer University à Atlanta, Géorgie, Etats-Unis, et d'un BAA de ESPE à Quito, en Équateur.

Meg McDermott*

Meg McDermott est adjoint au chargé de projet conférence du Projet Accès à l'Information du Centre Carter, où elle a travaillé à différents postes depuis août 2007. En 2009, elle a obtenu un Master de Réglementation du Crédit International en tant que boursière Robert T. Jones Jr. de l'Université de St. Andrews en Ecosse. Meg a obtenu un diplôme d'Etudes Internationales, avec mention très bien, de l'Université d'Emory en 2008. A Emory, elle a écrit sa thèse spécialisée sur le sujet des lois sur la transparence en Amérique Latine, et a été directeur de rédaction de la revue The Emory Wheel et co-rédacteur en chef de Emory Political Review. En mars, Meg travaillera pour Citizens for Global Solutions à Washington, en tant qu'universitaire Herbert Scoville Jr.

Jon Mark Walls

Au présent Jon Mark Walls fait ses études Masters à la Geneva School of Diplomacy and International Relations à Genève en Suisse. Il a reçu une bourse de la Fondation Internationale du Rotary et il s'agit comme ambassadeur au district de Genève. Comme ancien stagiaire au Centre Carter, il a travaillé sur les projets du mis en œuvre des lois de l'accès à l'information publique et également il a contribué à le soutien logistique pour la Conférence Régionale sur le droit à l'accès à l'information publique en Amérique Latin en 2009 à Lima au Pérou.

Lee Catherine Booker

Lee Catherine Booker est un stagiaire pour accéder au Centre Carter d'informations du projet. Elle est diplômée cum laude avec un baccalauréat en anglais de l'université de Georgetown à Décembre 2008. Elle a étudié le droit international et de la sécurité à Florence, en Italie, avant de rejoindre le Centre Carter en août 2009. Pendant son séjour à Georgetown, elle a travaillé comme coordonnateur du chapitre de l'université des étudiants pour Barack Obama et a travaillé avec la campagne nationale du président Obama et les organisations locales de base, à Washington, DC.